

Juillet – Août – Septembre 2012

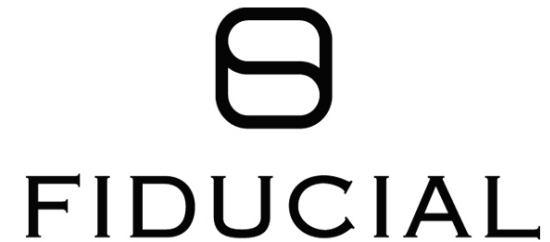
Réalisée du 9 au 19 juillet 2012

Vague 47

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr

FIDUCIAL

- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. Elle emploie 6 400 personnes au service de ses **200 000 clients**, pour un chiffre d'affaires de 713 millions d'euros.
- Forte d'une expertise construite autour de ses cinq métiers, **le droit, le chiffre, le conseil financier, l'informatique et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

| | |
|---------------------------------------------------------------|-----------|
| ▪ Poids des TPE | 3 |
| ▪ Tableau de bord | 4 |
| ▪ Principaux enseignements | 7 |
| ▪ Le moral des patrons de TPE | 14 |
| ▪ La situation financière des TPE | 17 |
| ▪ L'emploi dans les TPE | 25 |
| ▪ La perception des premières mesures du gouvernement | 32 |
| ▪ Les jugements sur la conférence sociale | 42 |
| ▪ Le regard des TPE sur l'endettement et les déficits publics | 46 |
| ▪ Les TPE et la crise de l'euro | 53 |
| ▪ Méthodologie | 62 |
| ▪ Échantillon | 63 |

Poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : environ 2,5 millions*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(* Source INSEE SIRENE 2011 (pour la répartition par taille) et INSEE SIRENE DGCIS 2008 (pour la répartition de la valeur ajoutée produite)

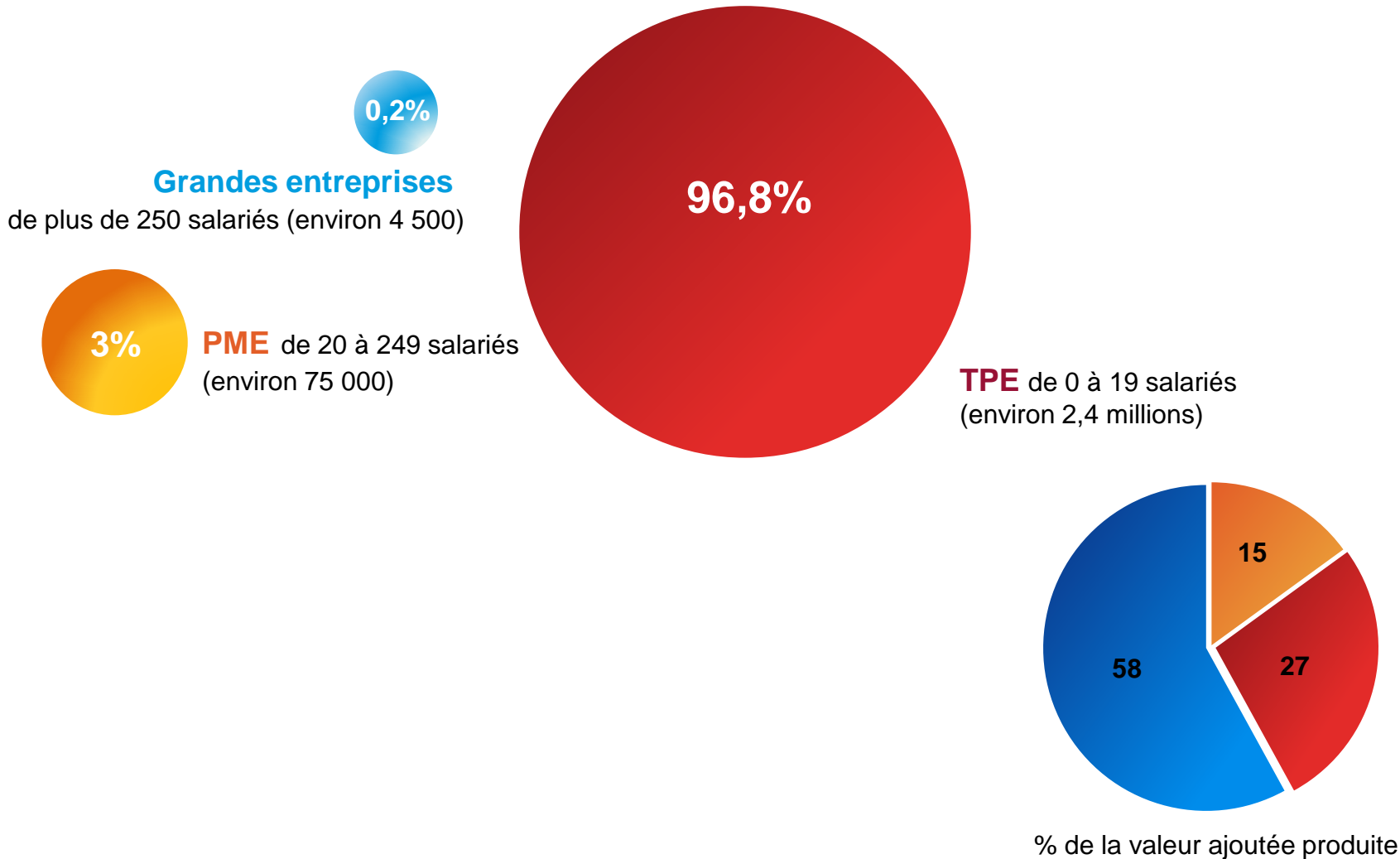
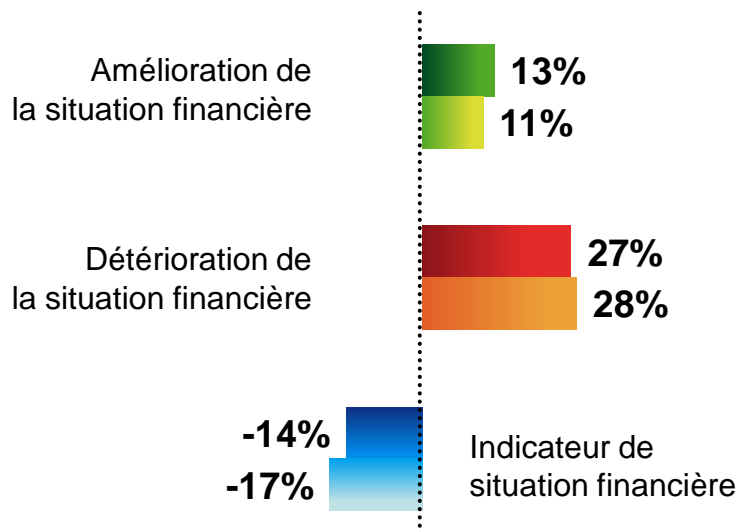


Tableau de bord

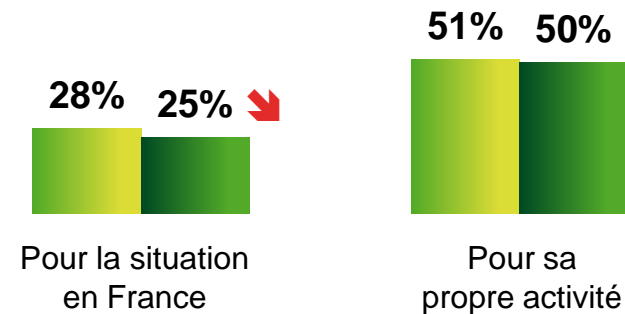
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

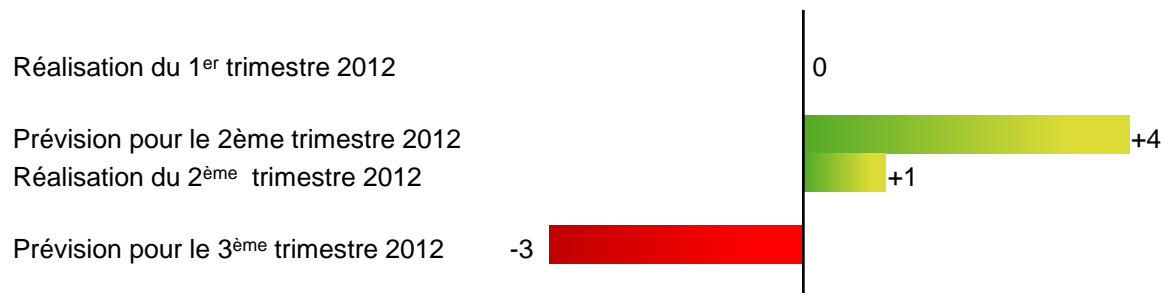
Situation financière sur les trois derniers mois



Niveau d'optimisme

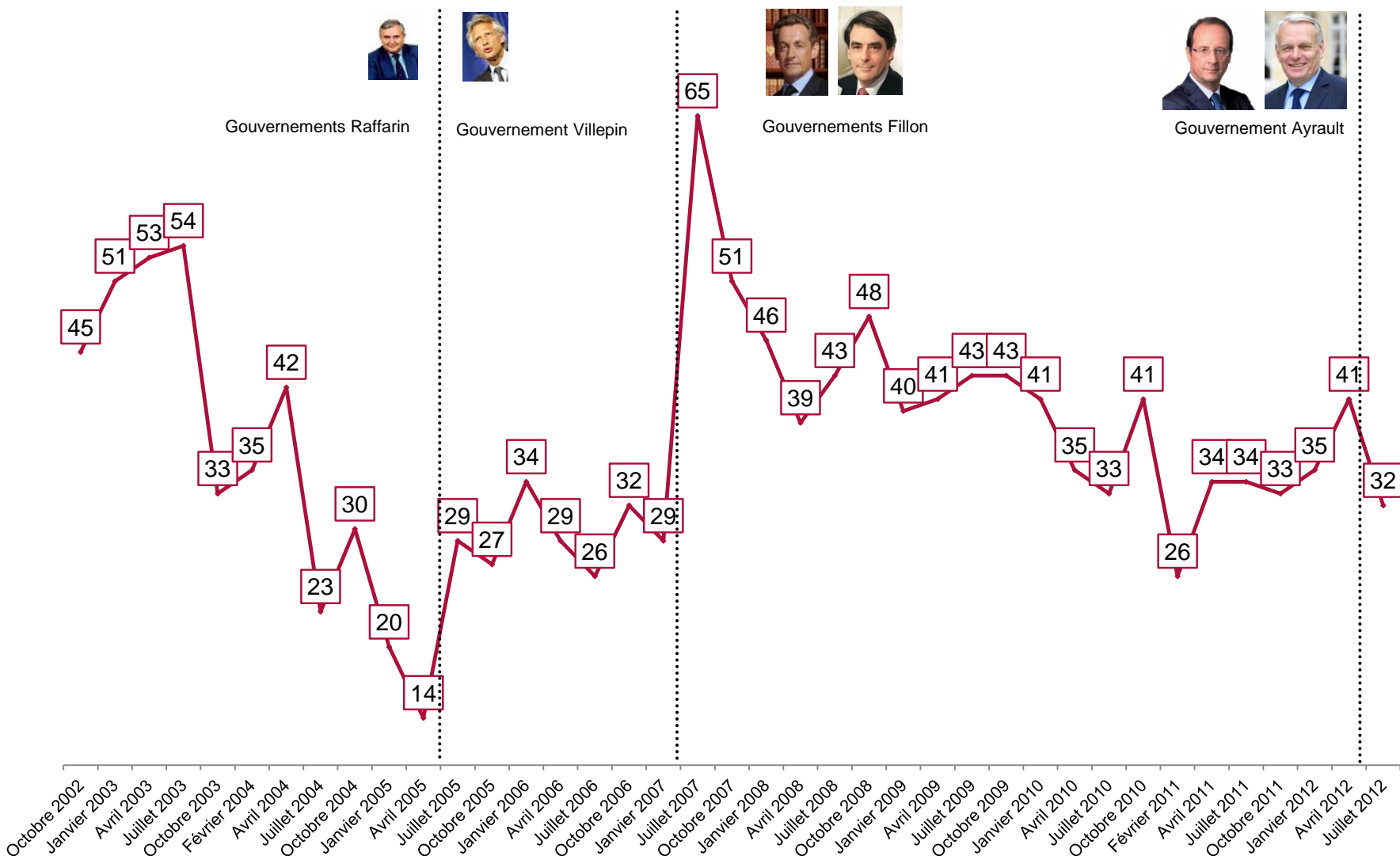


Création nette d'emplois



Base ensemble des TPE : 100% = 1 001 TPE

La confiance globale dans le gouvernement



Base : ensemble des TPE

% de bonne opinion

Principaux enseignements

Des patrons de TPE toujours fragilisés, qui ne prévoient pas une reprise de la croissance de leur chiffre d'affaires

Au cours du 2^{ème} trimestre 2012, les patrons de TPE ont continué de voir leur situation financière se dégrader, avec un indicateur à -14, même si cette détérioration a été moindre que celle observée au mois d'avril (-17). De la même manière, leurs recettes sur les 3 derniers mois sont toujours en recul (-2% contre -2,7% au mois d'avril).

Ces évolutions négatives, si elles sont moins accentuées que lors de la précédente vague d'enquêtes, se révèlent néanmoins problématiques dans la mesure où les dirigeants interrogés estiment qu'elles vont se poursuivre durant la période estivale. Ainsi, pour la première fois depuis octobre 2011, ils anticipent une nouvelle baisse de leur chiffre d'affaires (-0,6% contre +1,4% au trimestre précédent), avec un indicateur de situation financière qui se situerait à -4 (et même -8 dans les services aux particuliers, -9 dans l'hôtellerie et -10 dans les structures de 10 à 19 salariés).

Au global, **30% des dirigeants jugent désormais leur situation financière préoccupante** (+3 points depuis janvier), une perception plus marquée dans les structures de 1 à 2 salariés (40%), ainsi que dans les secteurs de l'hôtellerie (40%) et du commerce (42%).

En lien logique avec cette plus grande fragilité, les patrons de TPE sont plus nombreux qu'au mois d'avril à anticiper une dégradation de leur situation de trésorerie entre juillet et septembre (34%, +5 points).

Les exigences des banques dans ce contexte ne se sont pas pour autant renforcées : **16% seulement disent avoir constaté davantage de difficultés d'accès au crédit au cours des 3 derniers mois**. Si l'on tient compte des demandes de crédit effectivement réalisées au cours du dernier trimestre, qui concernent 21% des TPE, une majorité a quand même subi au moins une mesure de durcissement (54%, -1 point). Le refus du prêt demeure la restriction la plus fréquente (26%). Les demandes de garanties supérieures (18%, -6 points) ou de cautionnement (10%, -7 points) se sont réduites, de même que la pratique de taux élevés (14%, -3 points). En revanche, les dirigeants s'étant vu accorder un prêt pour un montant moins élevé que souhaité sont plus nombreux qu'en avril dernier (15%, +5 points).

Des suppressions d'emplois prévues au troisième trimestre

La situation des TPE en matière d'emploi va de pair avec leurs difficultés financières. **Sur les trois derniers mois, la création nette d'emplois a été positive, à +1%** (+6% dans le BTP, +9% dans les entreprises de 6 à 9 salariés et +14% dans celles de 10 à 19 salariés).

En revanche, **elle devrait être négative au cours du 3^{ème} trimestre, à -3%, soit l'un des scores les plus faibles enregistrés depuis la création du baromètre** (la limite basse ayant été observée en avril 2009, à -5%). Les secteurs du commerce (-6%) et des services aux particuliers (-6%) prévoient davantage de suppressions de postes.

Au global, 10% des patrons interrogés prévoient d'embaucher entre juin et septembre et 10% de supprimer des postes.

On observe, comme traditionnellement sur cette période, un recours accru aux CDD (62% contre 61% en juillet 2011 et 58% en juillet 2010), 34% des embauches ayant été réalisées en CDI, 2% en contrat aidé et 2% en contrat d'apprentissage. Les emplois détruits ou non renouvelés sont dans 83% des cas des CDI : on note que, sur les 4 dernières vagues, 45% des suppressions de CDI ont été réalisées par rupture à l'amiable, 31% par démission et 30% par licenciement.

Un gouvernement, qui, à l'instar de celui de François Fillon avant la campagne, n'entraîne pas l'adhésion des dirigeants

L'ensemble de ces difficultés survient dans un contexte conjoncturel toujours difficile, qui suscite une inquiétude accrue des patrons interrogés (75%, +4 points). La moitié d'entre eux exprime toujours des craintes pour leur propre activité, cette part étant plus élevée parmi les employeurs (55%) et dans les secteurs du commerce (57%) et de l'hôtellerie (60%).

Alors que l'on observait en avril une nette remontée de la cote de confiance du gouvernement de François Fillon (41%, +6 points), l'arrivée du gouvernement de Jean-Marc Ayrault s'accompagne d'une nette détérioration de ce score (32%, -9 points). Toutefois, ce constat négatif est à relativiser, la confiance exprimée envers les nouveaux dirigeants politiques s'établissant sensiblement au même niveau que celle observée en 2011 et jusqu'en janvier 2012 à l'égard de leurs prédécesseurs.

Le sentiment de prise en compte des préoccupations des patrons de TPE par le gouvernement demeure faible (22%), à un niveau comparable à celui enregistré par François Fillon et ses ministres en avril 2011 (24%) et octobre 2011 (23%).

Notons que ces jugements s'accompagnent d'un **déficit d'information sur la politique économique**, que seul un patron de TPE sur deux (49%) estime bien connaître.

Cette appréciation critique de la politique menée actuellement tient sans doute aussi pour partie à une sympathie partisane des patrons de TPE davantage orientée à droite. Ainsi, **32% seulement des dirigeants interrogés estiment que les mesures annoncées ou envisagées par François Hollande et par le gouvernement vont permettre de relancer l'économie**, et 37% que la politique menée intègre bien les enjeux et les spécificités rencontrés par la France.

Dispositif phare de ce début de mandat, la conférence sociale peine à convaincre les patrons de TPE. En premier lieu, ils remettent en cause l'efficacité de cette rencontre entre le gouvernement, les partenaires sociaux et les collectivités sur la protection sociale (67% jugent qu'elle n'a pas permis de trouver de solutions pertinentes dans ce domaine), et plus encore sur l'emploi (76%) et le pouvoir d'achat (79%).

Ils témoignent aussi d'avis mitigés quant à l'impact positif de la démarche pour favoriser les négociations prévues à l'automne. Une courte majorité estime que cette rencontre permettra de favoriser le dialogue en ce qui concerne l'évolution du système de représentativité syndicale (54%) et près de la moitié s'agissant du changement de mode de définition du SMIC (48%) et de la réforme de la protection sociale (44%). 38% partagent cette opinion pour ce qui a trait à l'évolution du système des retraites (38%). **Au global, 44% jugent cette démarche utile contre 56% qui la considèrent comme inefficace.**

Des propositions de réformes diversement accueillies

L'évaluation des premières annonces du gouvernement suscite des réactions plus contrastées selon le domaine considéré.

Le pacte de croissance décidé lors du sommet de l'Union Européenne du 28 juin 2012, s'il ne recueille l'adhésion que d'une minorité des dirigeants interrogés (46%), est cependant crédité d'une efficacité plus importante que les actions économiques menées au niveau national (+14 points).

Les patrons de TPE évaluent positivement les mesures salariales, en particulier la limitation de la rémunération des dirigeants des entreprises publiques (81%) et la hausse de 2% du SMIC au 1^{er} juillet (79%). A ce sujet, s'ils se montrent très largement opposés à la suppression du salaire minimum (83%), ils sont plus mitigés quant à l'impact de cette augmentation. 64% estiment ainsi qu'elle aura des conséquences négatives sur l'emploi. Une proportion minoritaire mais non négligeable d'entre eux anticipe également des répercussions défavorables sur la consommation (39%). Relevant aussi de la rémunération, 62% approuvent la taxation à 75% des revenus annuels au-delà d'un million d'euros. Au même niveau, **61% se prononcent en faveur du rétablissement du barème de l'ISF qui s'appliquait avant 2011.**

Deux autres mesures sont approuvées par plus d'un dirigeant sur deux, bien que les jugements soient mitigés sur ces sujets : la revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire (55%) et l'élargissement des possibilités de départ à la retraite à 60 ans (53%).

En revanche, **les patrons de TPE sont majoritairement opposés à l'abrogation de la TVA sociale (51%), à la mise en place de la taxe de 3% sur les dividendes versés (54%) et surtout à l'augmentation des cotisations sociales sur la participation et l'intéressement (60%).**

En lien logique avec un déficit de communication sur l'action gouvernementale, les deux ministres en charge des questions liées aux PME ne bénéficient que d'une faible notoriété. **Fleur Pellerin n'est connue que par 34% des patrons interrogés et Sylvia Pinel par 21% d'entre eux.**

La réforme du statut d'auto-entrepreneur proposée par cette dernière est favorablement accueillie en ce qui concerne la limitation de ce régime social à un ou deux ans (69%). Les avis sont plus divisés s'agissant de l'exclusion du secteur du BTP (48%), sauf dans le secteur de la construction (où 65% approuvent cette proposition).

Une incitation à poursuivre les efforts en matière de dépenses publiques pour le gouvernement, afin de ne pas pénaliser davantage une économie fragilisée

Dans un contexte conjoncturel complexe, **les dirigeants de TPE apparaissent sans surprise très largement inquiets face au déficit public et à la dette de l'Etat (89%)**. 43% se déclarent même « très inquiets », soit le score le plus important depuis avril 2010 (+12 points depuis janvier dernier, +15 points par rapport au mois d'avril 2010). **Ils souhaitent voir la réduction des dépenses publiques porter en priorité sur la défense et l'armée (60%)**. Les aides versées aux chômeurs se classent au deuxième rang, alors même que le taux de chômage continue à augmenter (37%). Viennent ensuite les aides versées aux entreprises (20%) ainsi que l'environnement et l'écologie (17%). Un patron sur dix souhaite voir diminuer les budgets consacrés à la justice (12%), à l'éducation (11%) et à la sécurité (9%). Ils sont en revanche moins de 4% à citer la santé et les hôpitaux, les retraites et la recherche scientifique.

D'une manière générale, **plus des deux tiers considèrent que le gouvernement pourrait faire davantage d'efforts pour limiter les dépenses (70%, dont 40% qui estiment qu'il est en mesure de faire « des efforts beaucoup plus importants »)**. 21% seulement déclarent qu'il a trouvé un bon compromis dans ce domaine et 8% qu'il est allé au maximum de ce qui est possible.

Corollaire de cette perception, **seuls 24% jugent que le gouvernement tiendra son objectif de réduction du déficit public pour 2012 et 2013**.

Dans ce cadre, **80% anticipent une hausse d'impôts importante en 2013**, voire même « très importante » dans 21% des cas. Les annonces faites en matière de hausses d'impôts suscitent des craintes auprès d'une majorité des TPE (53%) quant à leur impact sur la croissance : 32% considèrent que les actions menées vont nuire à une reprise rapide de la croissance et 21% qu'elles vont ralentir voire immobiliser l'économie. 23% auraient souhaité que certains acteurs soient encore plus taxés, et 23% seulement déclarent que le gouvernement a trouvé un bon compromis au regard de la situation de l'économie.

Des craintes importantes d'extension de la crise de la zone euro à la France et un attachement fort au maintien de la monnaie unique

L'inquiétude face à la crise de la zone euro se situe au même niveau que celle exprimée pour l'économie française (87% contre 89%), 24% ayant des craintes très fortes dans ce domaine. Conséquence directe de ce jugement, **85% des dirigeants anticipent une période de récession économique au niveau européen et 82% en France**, ces scores restant certes très élevés mais en diminution par rapport au mois d'octobre 2011 (respectivement -6 points et -5 points). Les deux tiers estiment que cette crise va déboucher sur une récession au niveau mondial (66%, mais en recul quand même de 14 points en neuf mois).

La moitié des patrons de TPE (48%) pense que la France pourrait connaître dans les deux prochaines années la même situation que la Grèce, le Portugal, l'Irlande, ou l'Espagne. De ce fait, 52% rejettent la mise en place d'un mécanisme d'exclusion d'office de la zone euro pour les pays qui ne maîtrisent pas l'évolution de leur dette, alors que 86% sont contre un retour au franc. Près des trois quarts d'entre eux (73%) craignent cependant que l'ancienne monnaie nationale ne soit de nouveau adoptée, ce qui aurait pour 80% des répercussions négatives – voire très négatives dans 31% des cas – sur leur activité.

Les dirigeants interrogés se montrent critiques sur la gestion de cette crise par les dirigeants européens : 31% uniquement estiment que ces derniers évaluent bien la situation et 32% qu'ils prennent les bonnes mesures. A contrario, 83% ont le sentiment qu'ils ne disent pas toute la vérité pour ne pas effrayer les citoyens et 73% qu'ils refusent de prendre les bonnes décisions pour préserver leur électorat. Ils sont d'une manière générale divisés sur les moyens dont disposent les élus pour limiter la dégradation de la situation économique (52% jugeant qu'ils ont les marges de manœuvre nécessaires contre 48% qui pensent le contraire).

Les patrons de TPE en appellent majoritairement à une évolution du fonctionnement de l'Union Européenne, la moitié souhaitant arrêter celle-ci dans sa forme actuelle. Ils soutiennent ainsi très largement la réduction de l'UE aux pays ayant adopté l'euro (81%) et l'assouplissement des règles de majorité de prise de décision (73%). Près des deux tiers souhaiteraient adopter rapidement le fédéralisme (62%) et pouvoir élire un président de l'Union Européenne au suffrage universel (65%). Enfin, une courte majorité approuve la proposition de transférer une partie des budgets et des prérogatives des Etats membres vers l'Union Européenne (53%).

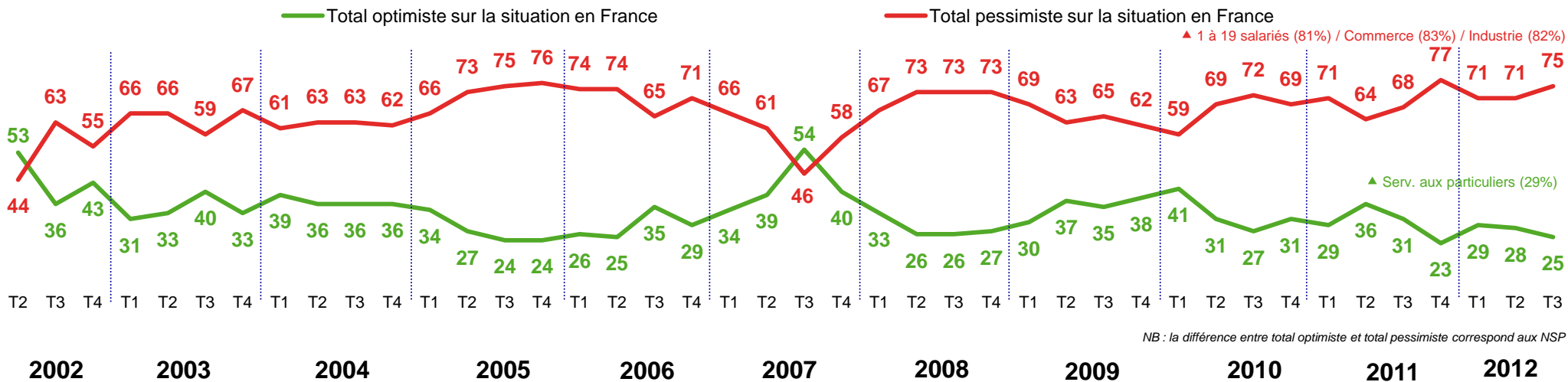
Le moral des patrons de TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

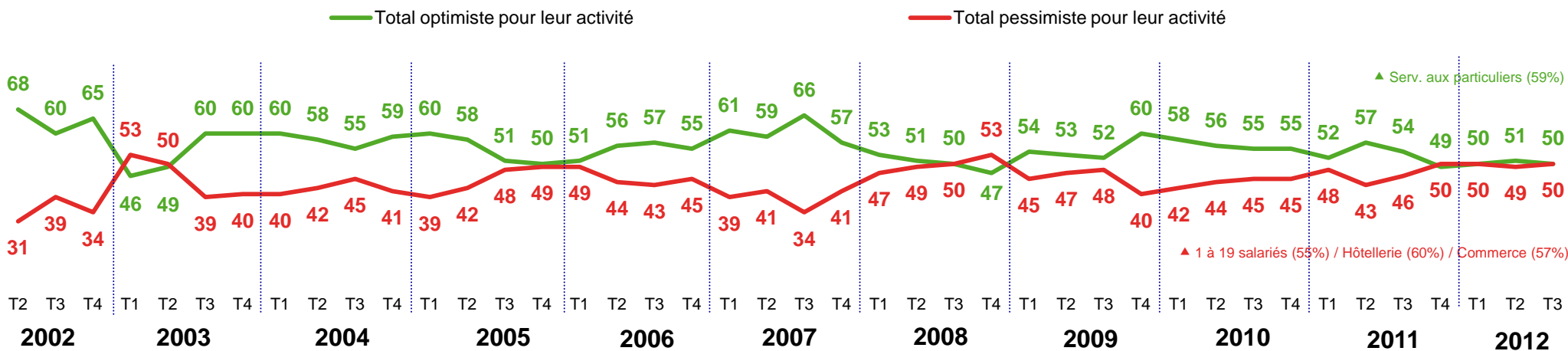
Question

En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?



Question

Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?



Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault inspirent ... ?

- Inspirent confiance d'une manière générale
- Prennent en compte vos préoccupations de chef d'entreprise

Gouvernements Raffarin



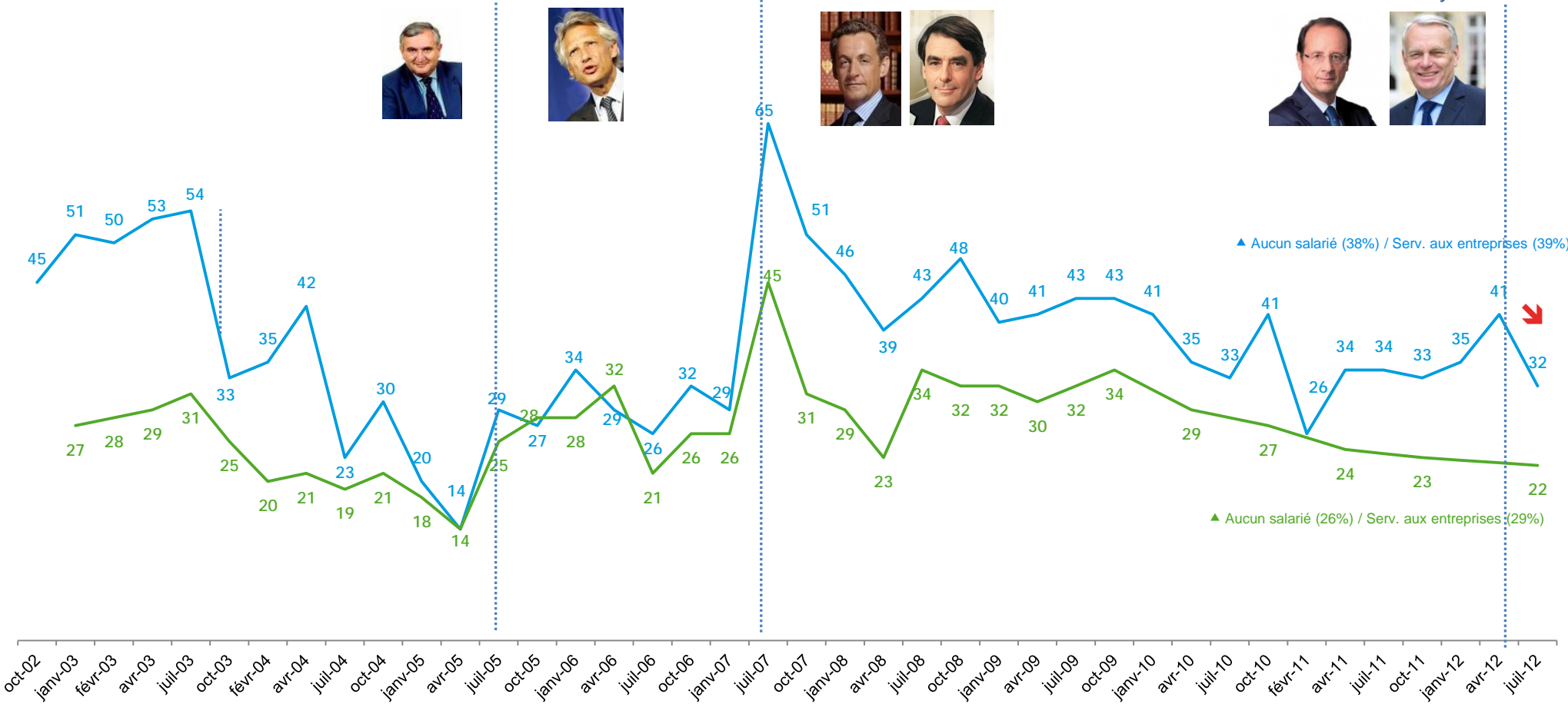
Gouvernement Villepin



Gouvernements Fillon



Gouvernement Ayrault



La situation financière des TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

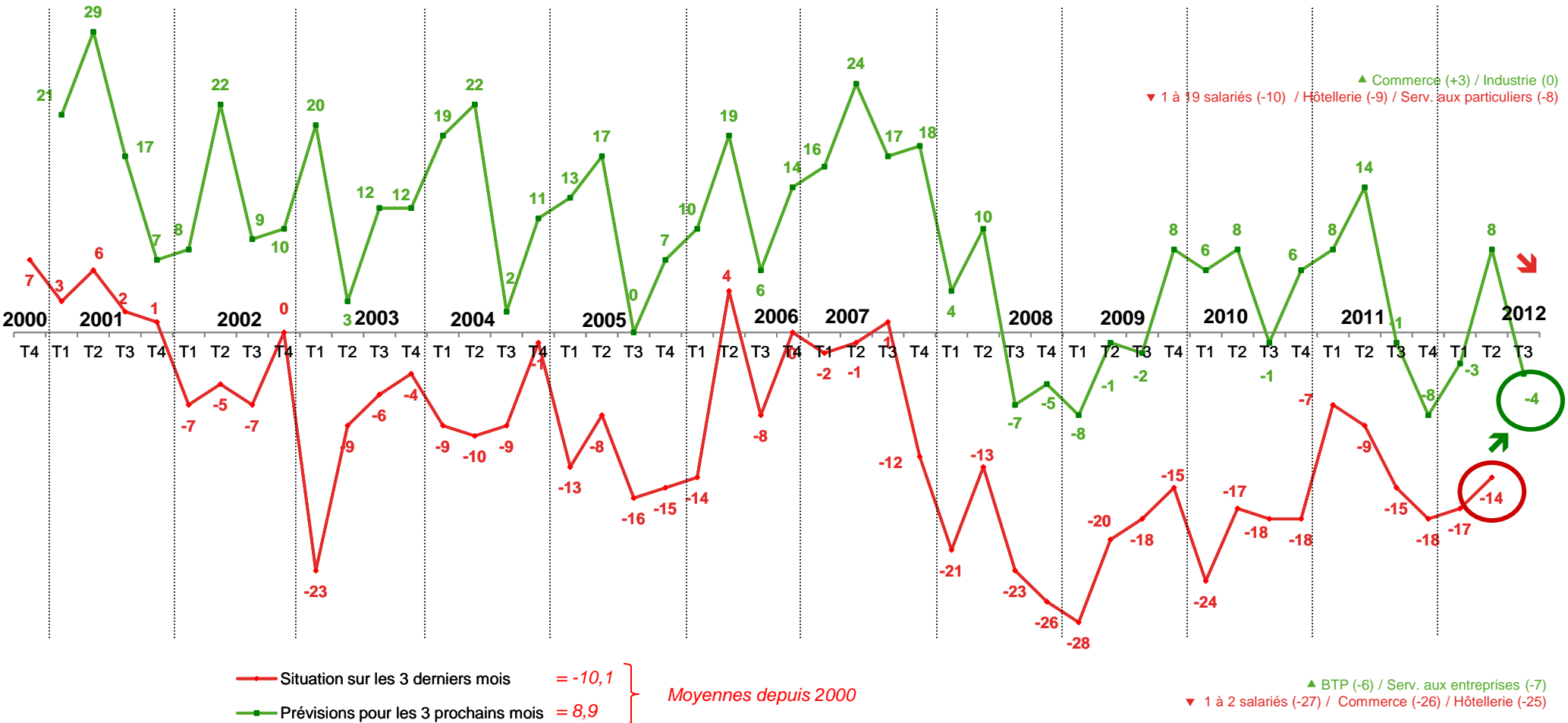
(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question 1

Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Question 2

Au cours des 3 prochains mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'améliorera, se détériorera ou restera stable ?

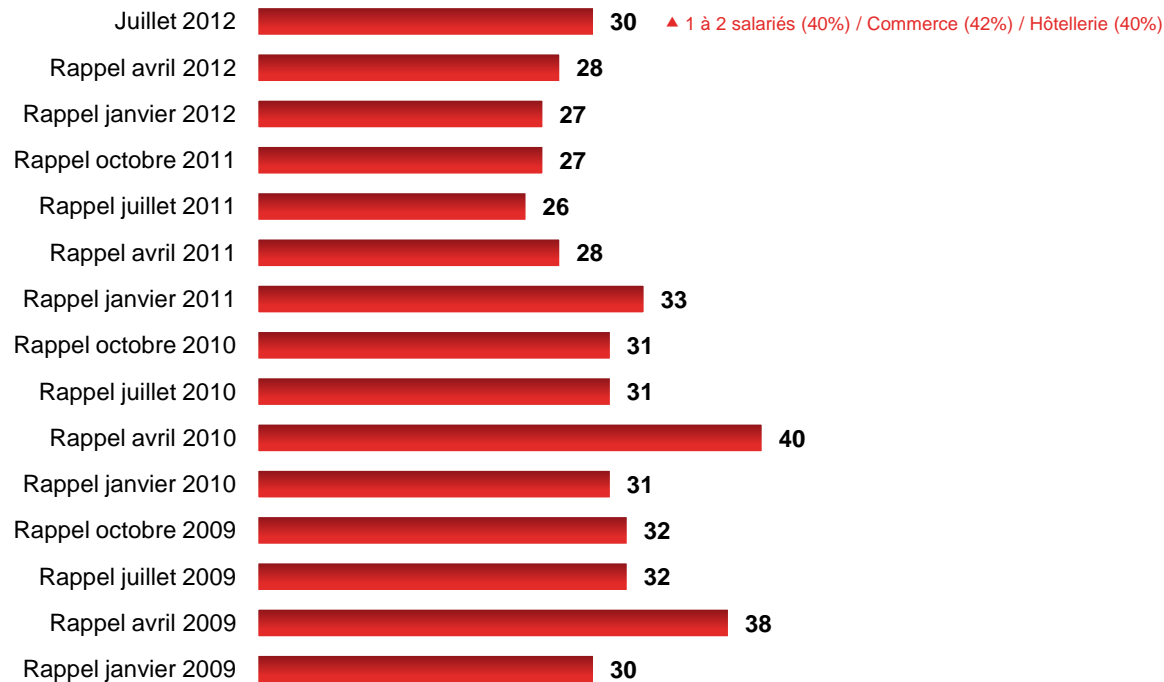


Le niveau de préoccupation des TPE à l'égard de leur situation financière

Question

Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

Total situation préoccupante (en %)



Allant de pair avec des perspectives difficiles sur le plan financier pour les trois mois à venir, la proportion de dirigeants jugeant la situation de leur entreprise préoccupante progresse légèrement (+3 points depuis janvier 2012) pour s'établir à 30%. Les secteurs de l'hôtellerie (40%) et du commerce (42%) demeurent les plus touchés par la conjoncture difficile.

Base : ensemble des TPE

L'évolution trimestrielle des recettes et des ventes

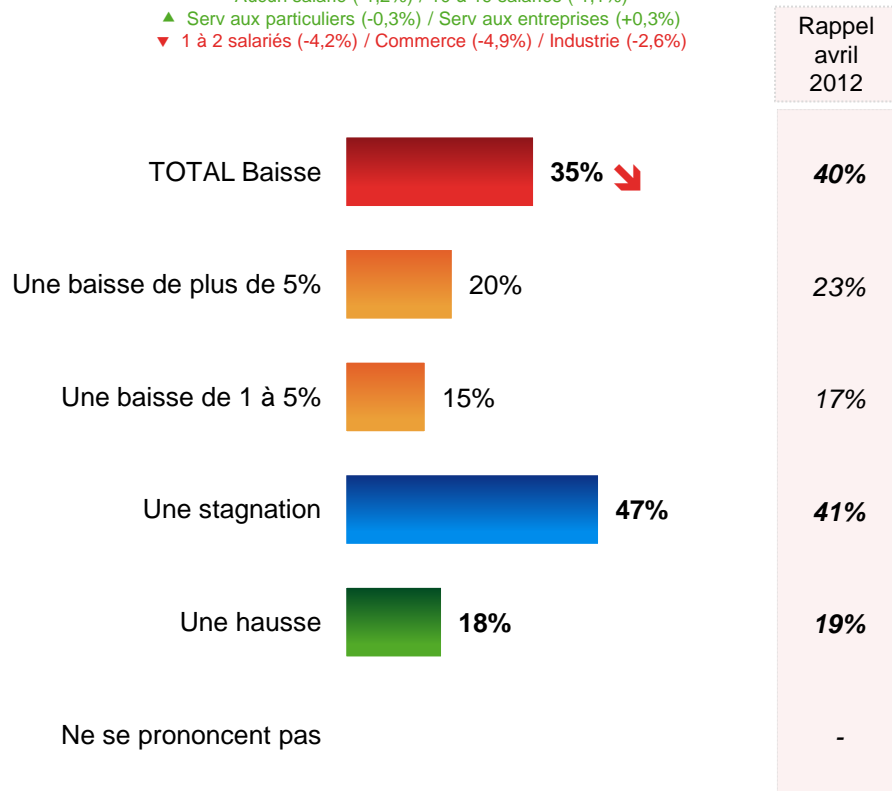
Question

Au cours des 3 derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, avez-vous constaté... ?

Moyenne juillet 2012 : -2,0% ↗

Rappel avril 2012 : -2,7% / Rappel janvier 2012 : -0,3%
 Rappel octobre 2011 : -1,6%

▲ Aucun salarié (-1,2%) / 10 à 19 salariés (-1,1%)
 ▲ Serv aux particuliers (-0,3%) / Serv aux entreprises (+0,3%)
 ▼ 1 à 2 salariés (-4,2%) / Commerce (-4,9%) / Industrie (-2,6%)



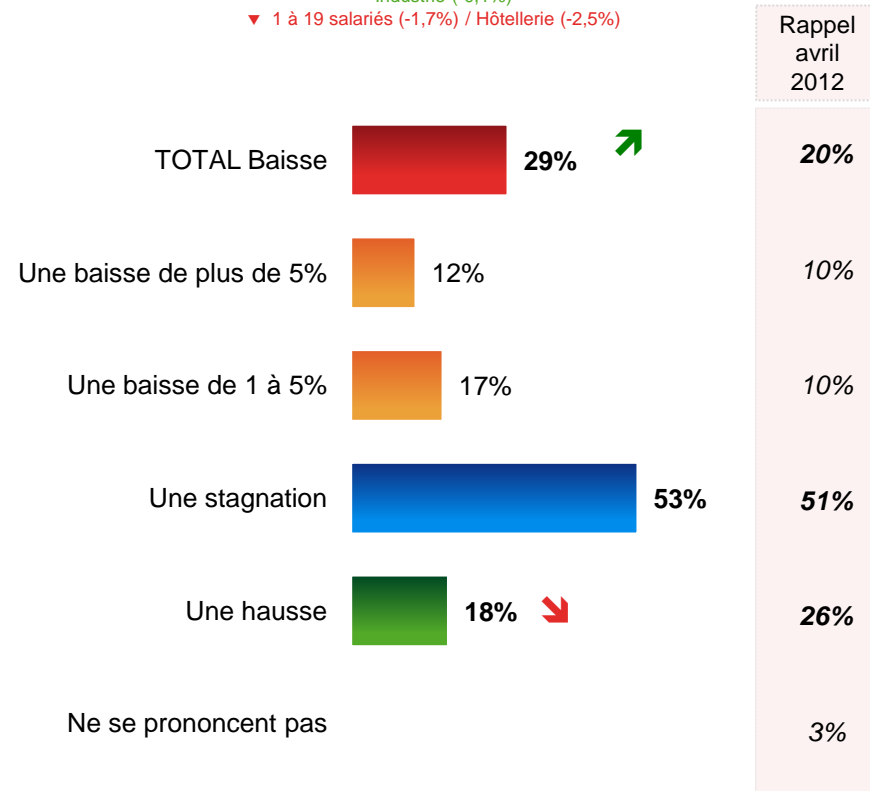
Question

Pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, prévoyez-vous... ?

Moyenne juillet 2012 : -0,6% ↘

Rappel avril 2012 : +1,4% / Rappel janvier 2012 : +0,2%
 Rappel octobre 2011 : +0,3%

▲ Industrie (-0,1%)
 ▼ 1 à 19 salariés (-1,7%) / Hôtellerie (-2,5%)

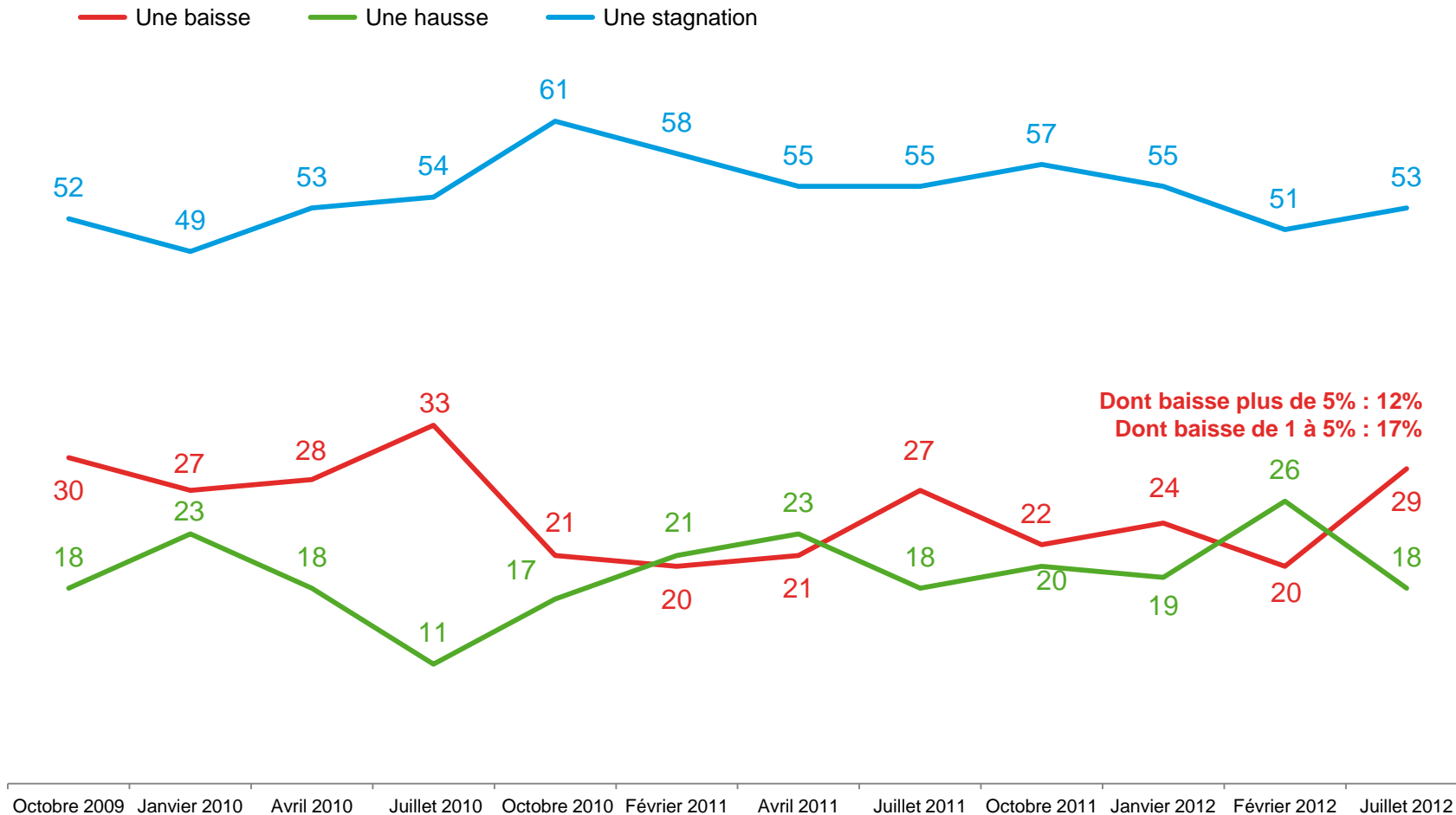


Les recettes et ventes des TPE continuent de baisser, le pourcentage d'évolution se situant à -2% (contre -2,7%) au trimestre précédent. Plus préoccupant, les dirigeants interrogés, pour la première fois depuis un an, n'anticipent pas d'amélioration durant la période estivale (-0,6% prévus pour les trois prochains mois).

Le pronostic sur l'évolution des recettes dans les trois prochains mois

Question

Pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, prévoyez-vous... ?

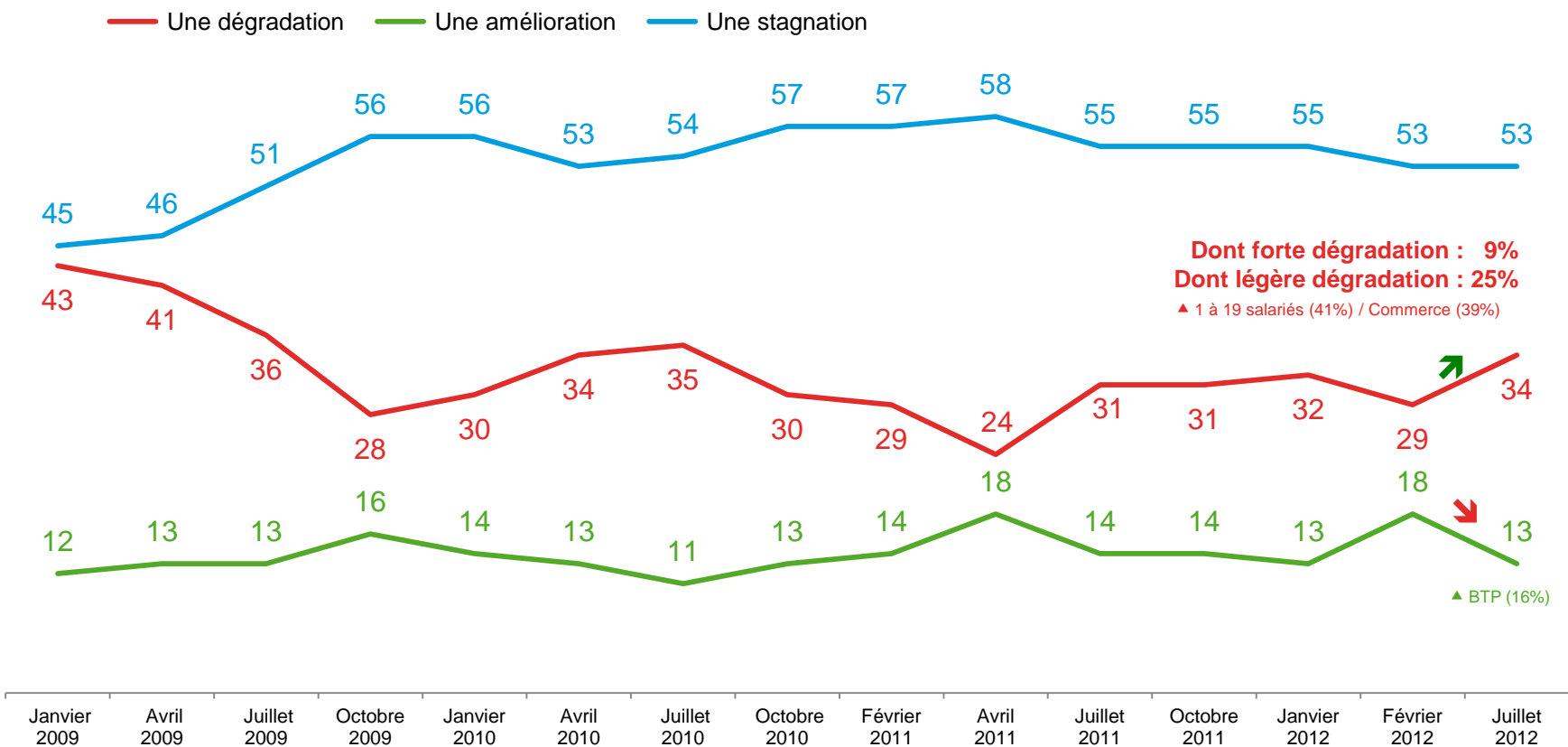


Base : ensemble des TPE

L'évolution de la situation de trésorerie dans les trois prochains mois

Question

Et toujours pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne votre situation de trésorerie, prévoyez-vous... ?



Corollaire des difficultés anticipées sur le plan financier, 34% des patrons de TPE (+5 points) estiment que leur situation de trésorerie va se dégrader dans les trois mois à venir, et ce de façon plus marquée dans le secteur du commerce (39%) et parmi les employeurs (41%). A contrario, 13% seulement misent sur une amélioration.

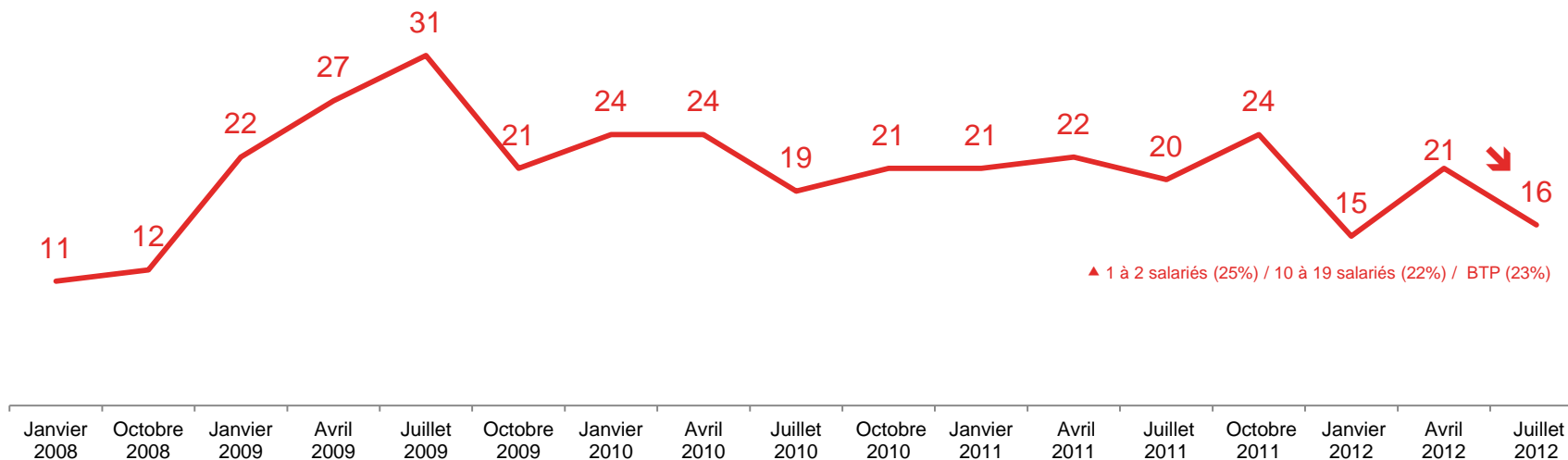
Le durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de sa banque au cours des trois derniers mois

Question

Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces trois derniers mois ?¹

(1) Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces derniers mois ? »

Récapitulatif : Oui



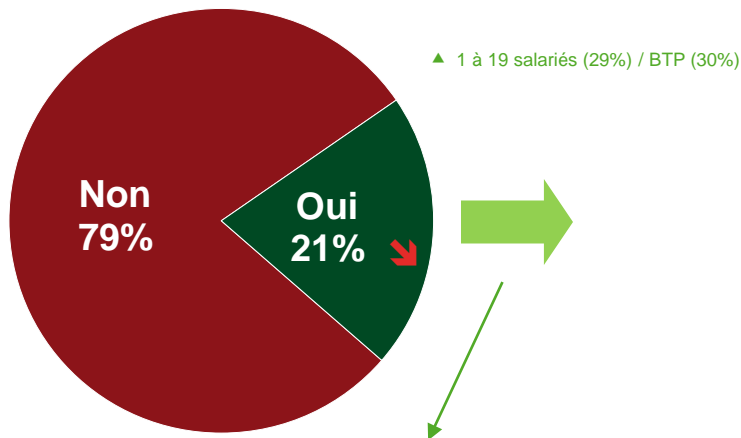
Tandis que l'on relevait lors de la précédente mesure une attitude plus souple des banques, les patrons de TPE mettent en lumière un nouveau durcissement, au même niveau qu'il y a un an.

Les demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ? ¹

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous récemment effectué une demande de financement auprès de votre banque ? »



Rappel avril 2012 : 27% / Rappel janvier 2012 : 25%
 Rappel octobre 2011 : 27% / Rappel juillet 2011 : 23%
 Rappel avril 2011 : 33% / Rappel janvier 2011 : 24%
 Rappel octobre 2010 : 27% / Rappel juillet 2010 : 22%
 Rappel avril 2010 : 28% / Rappel janvier 2010 : 29%
 Rappel octobre 2009 : 25% / Rappel juillet 2009 : 28%
 Rappel avril 2009 : 26% / Rappel janvier 2009 : 28%

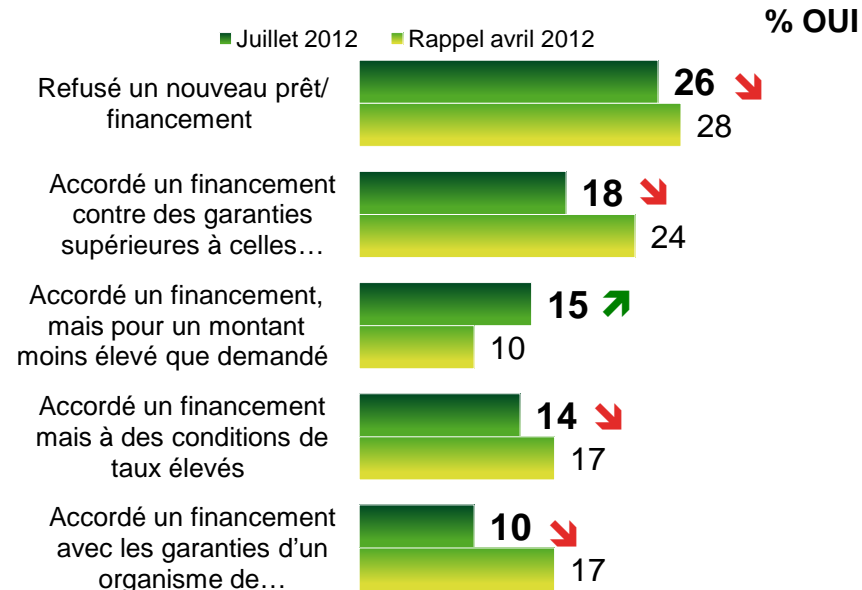
Base : ensemble des TPE

21% des TPE ont effectué une demande de crédit entre avril et juin (contre 25% qui déclaraient avoir demandé un prêt « récemment » au mois d'avril). Parmi les structures concernées, une majorité a subi au moins une mesure de durcissement bancaire (54%), plus d'une sur quatre s'étant vue refuser le crédit souhaité (26%).

Question

(Si demande de financement auprès de sa banque) Lors de cette demande de financement, votre banque vous a-t-elle... ?

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Votre banque, vous a-t-elle récemment ... ? » et était posée au patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque.



Au moins une mesure de durcissement : 54%

Rappel avril 2012 : 55% / Rappel janvier 2012 : 53% /
 Rappel octobre 2011 : 51% / Rappel juillet 2011 : 56% /
 Rappel avril 2011 : 62% / Rappel janvier 2011 : 51% / Rappel octobre 2010 : 59%

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE ayant récemment effectué une demande de financement auprès de leur banque.

(1) Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Votre banque, vous a-t-elle récemment ... ? » et était posée au patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque.

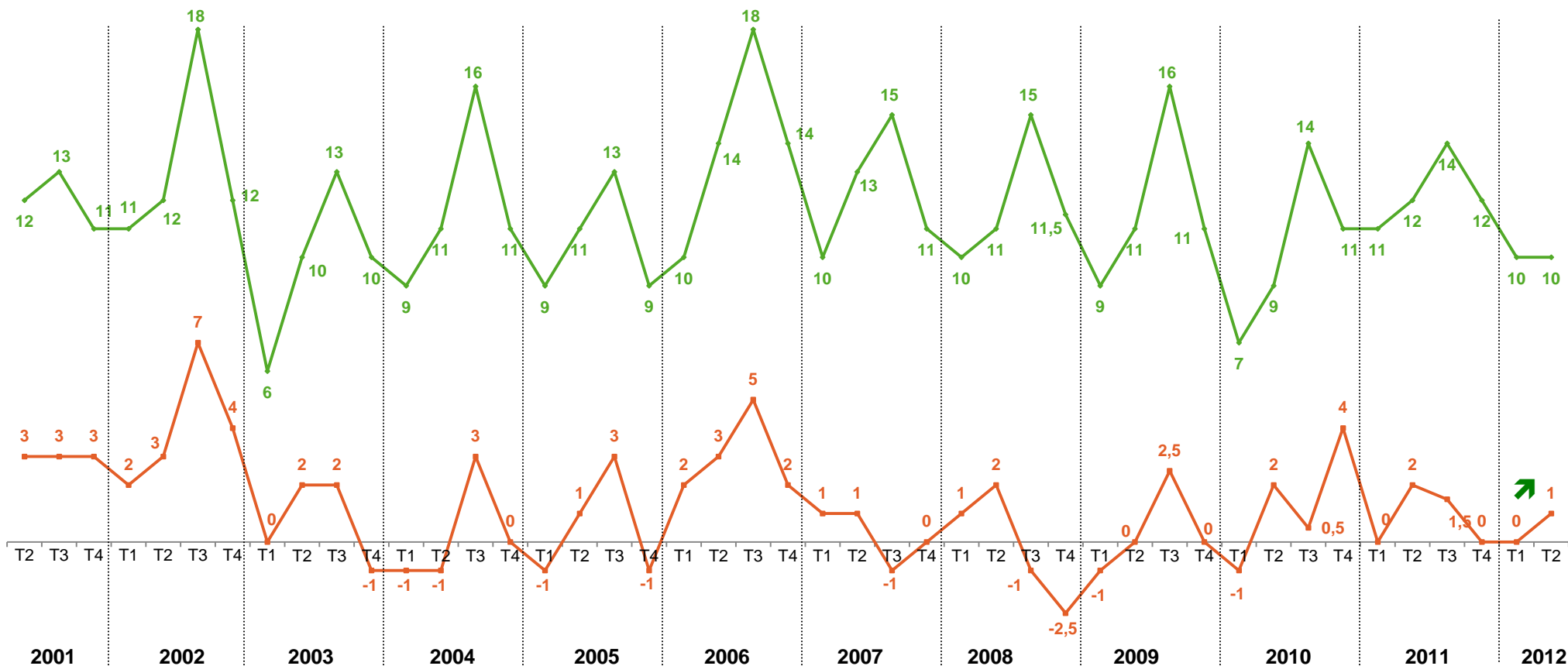
L'emploi dans les TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

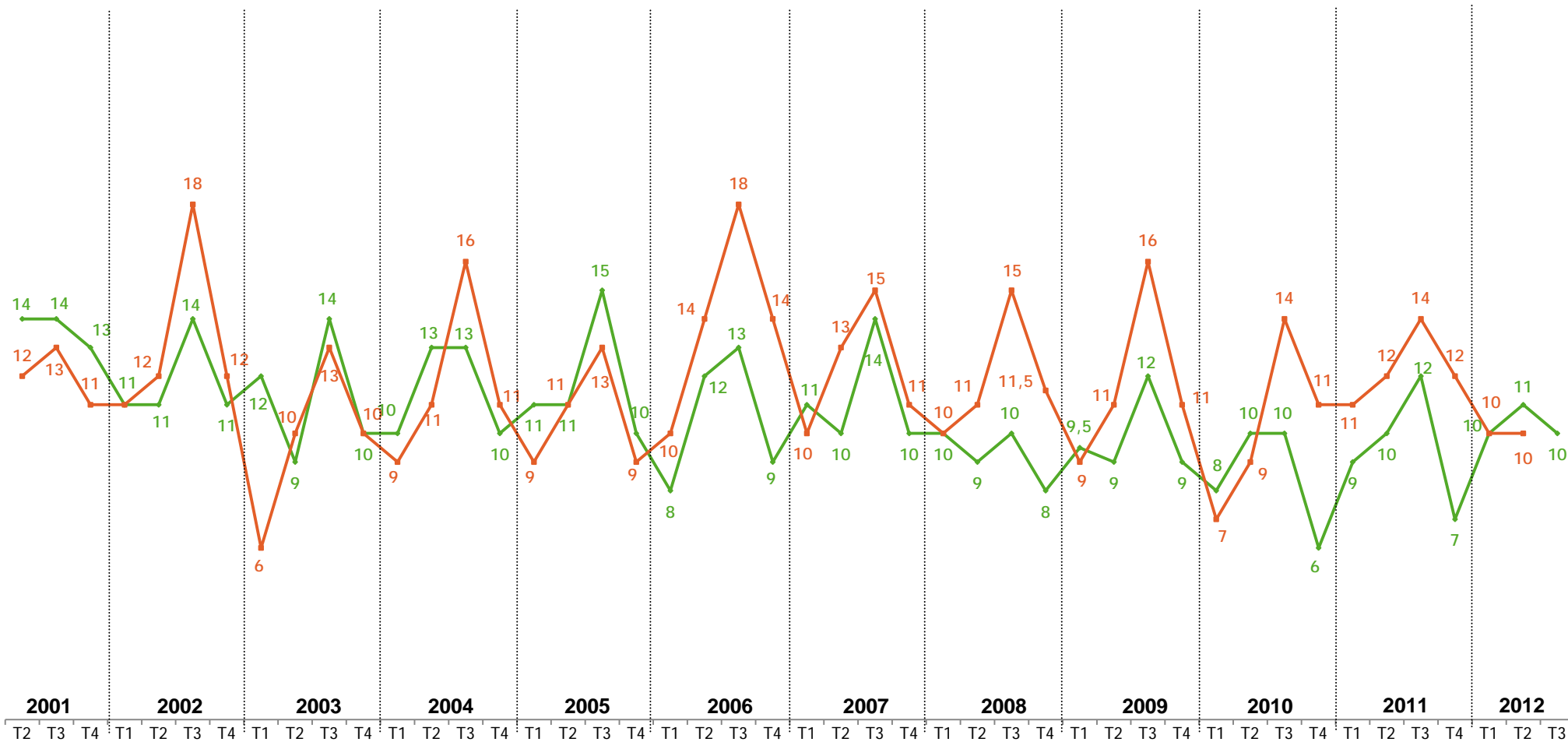
— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,7
— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 1,2

} Moyennes depuis 2001



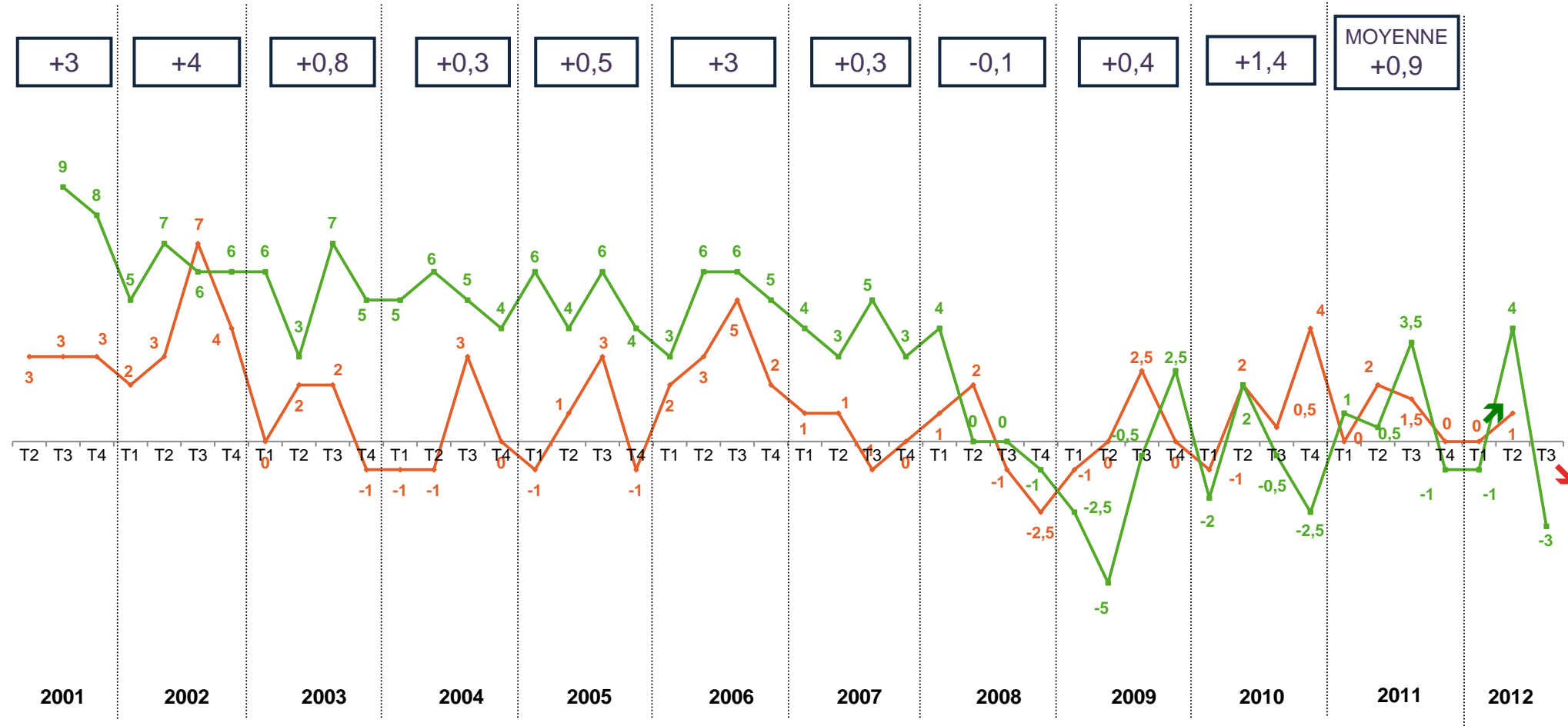
Base : ensemble des TPE

- Embauches prévues au cours des trois prochains mois
- Embauches réalisées sur les trois derniers mois



Base : ensemble des TPE

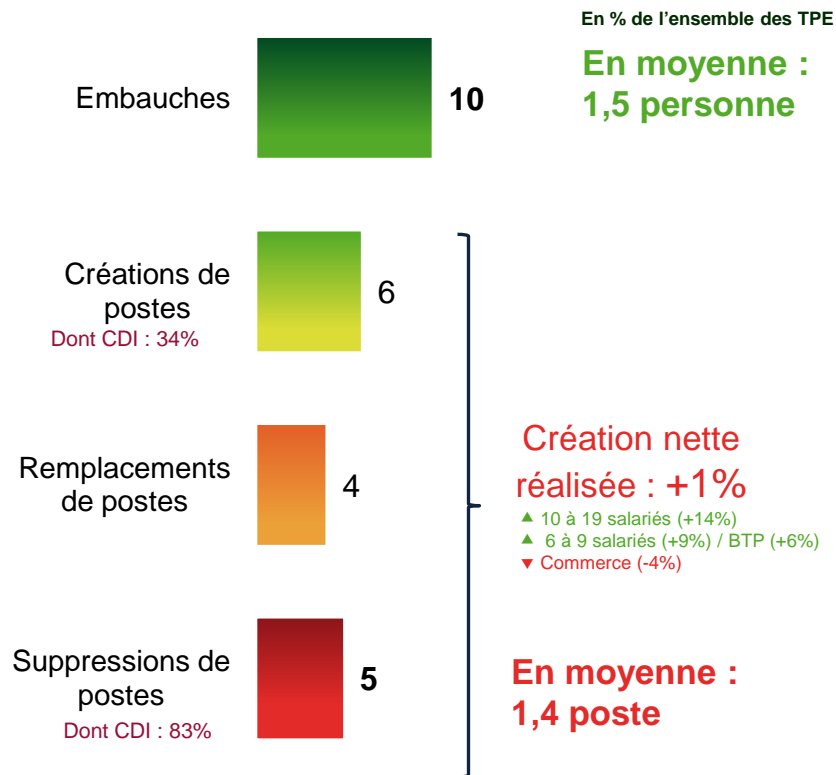
— Création nette d'emplois réalisée sur les trois derniers mois
 — Création nette d'emplois prévue au cours des trois prochains mois



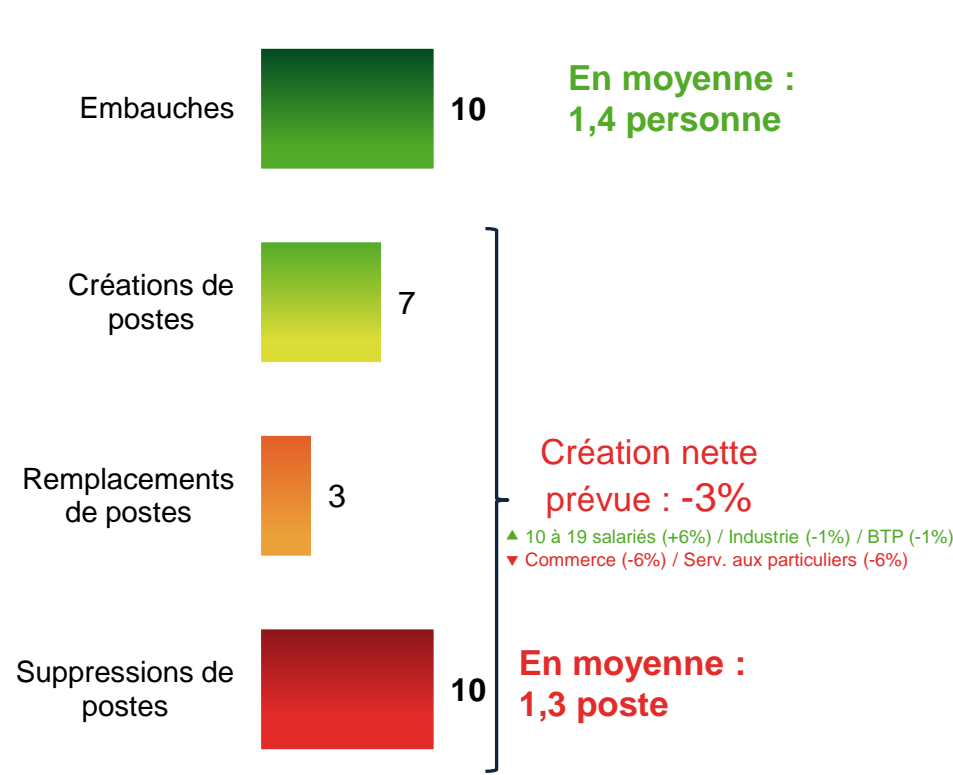
Base : ensemble des TPE

La structure de la création nette d'emplois

Réalisations d'avril à juin 2012



Perspectives de juillet à septembre 2012



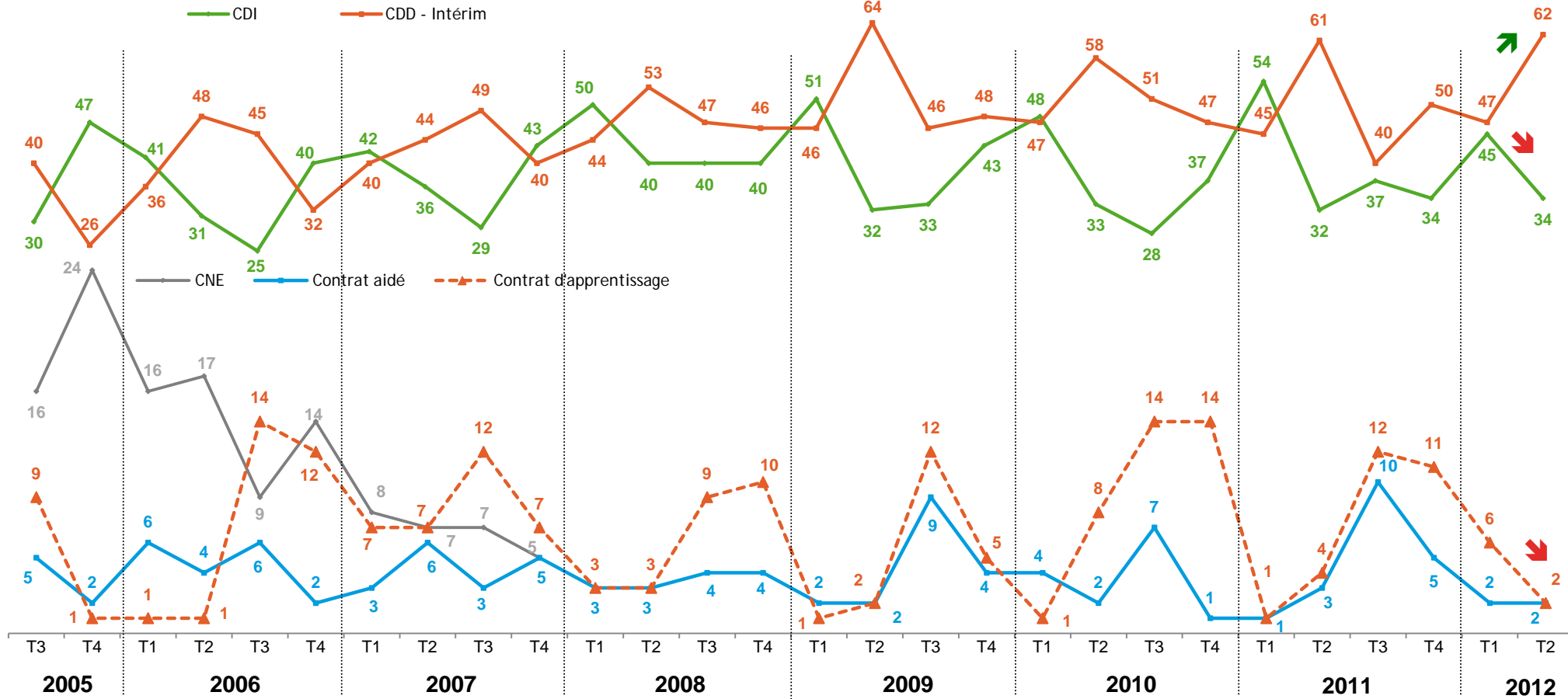
La création nette sur les 3 derniers mois a été positive (+1%), plus spécifiquement dans le BTP et les structures de 6 à 19 salariés. En revanche, les perspectives pour le trimestre à venir se révèlent particulièrement pessimistes (-3%), au niveau le plus bas depuis la crise de 2009.

Base : ensemble des TPE

Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...

CDD > 1 mois = 48%
CDD < 1 mois = 14%

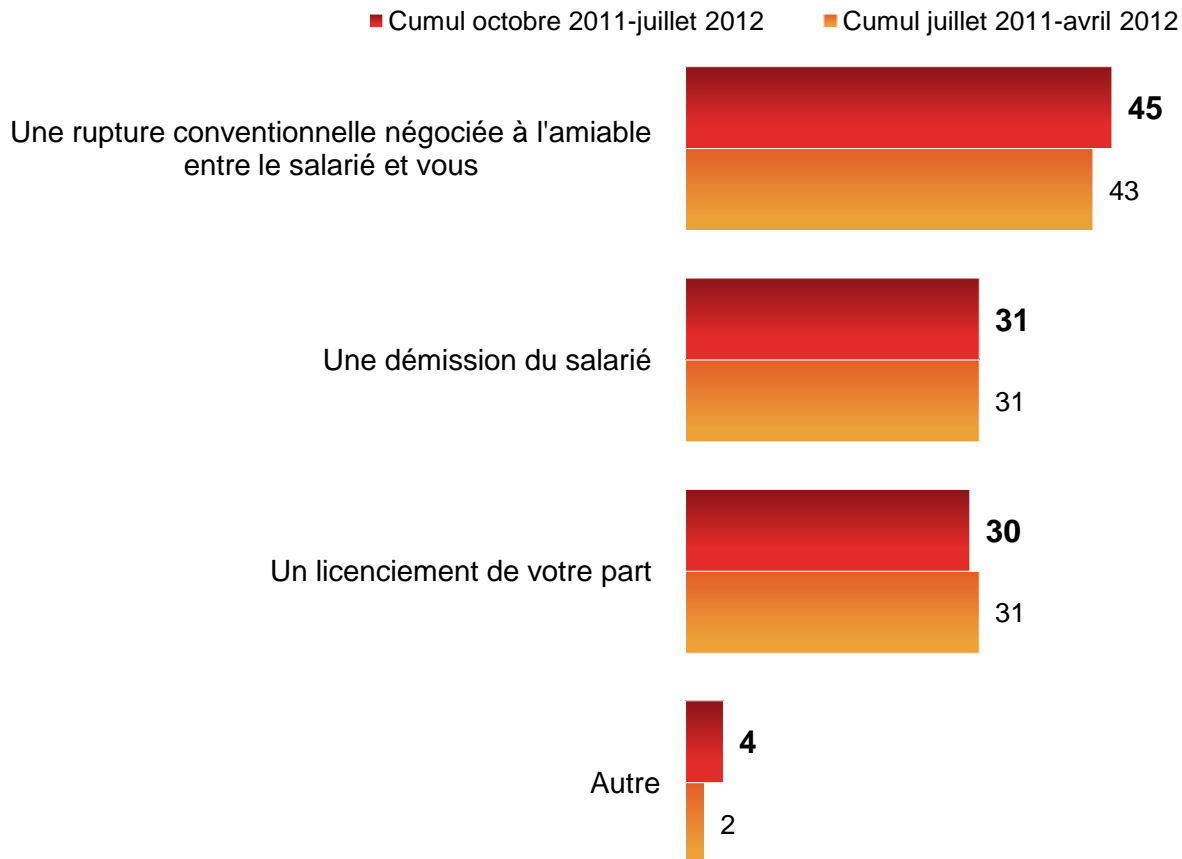


Suivant un phénomène traditionnellement observé à cette époque de l'année, le recours aux CDD a fortement progressé, passant de 47% à 62%, soit une proportion similaire à celle observée en juillet dernier (61%). Les CDI n'ont en conséquence représenté que 34% des embauches. Notons que 2% ont recruté des salariés en contrat aidé et 2% en contrat d'apprentissage.

Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?



Lorsque l'on considère les modalités de suppressions de postes en CDI sur les deux dernières vagues, on constate que près de la moitié des TPE ont eu recours au moins une fois à une rupture conventionnelle, 31% ayant été confrontés à une ou plusieurs démission(s) et 30% ayant licencié.

Base : question posée aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois

La perception des premières mesures du gouvernement

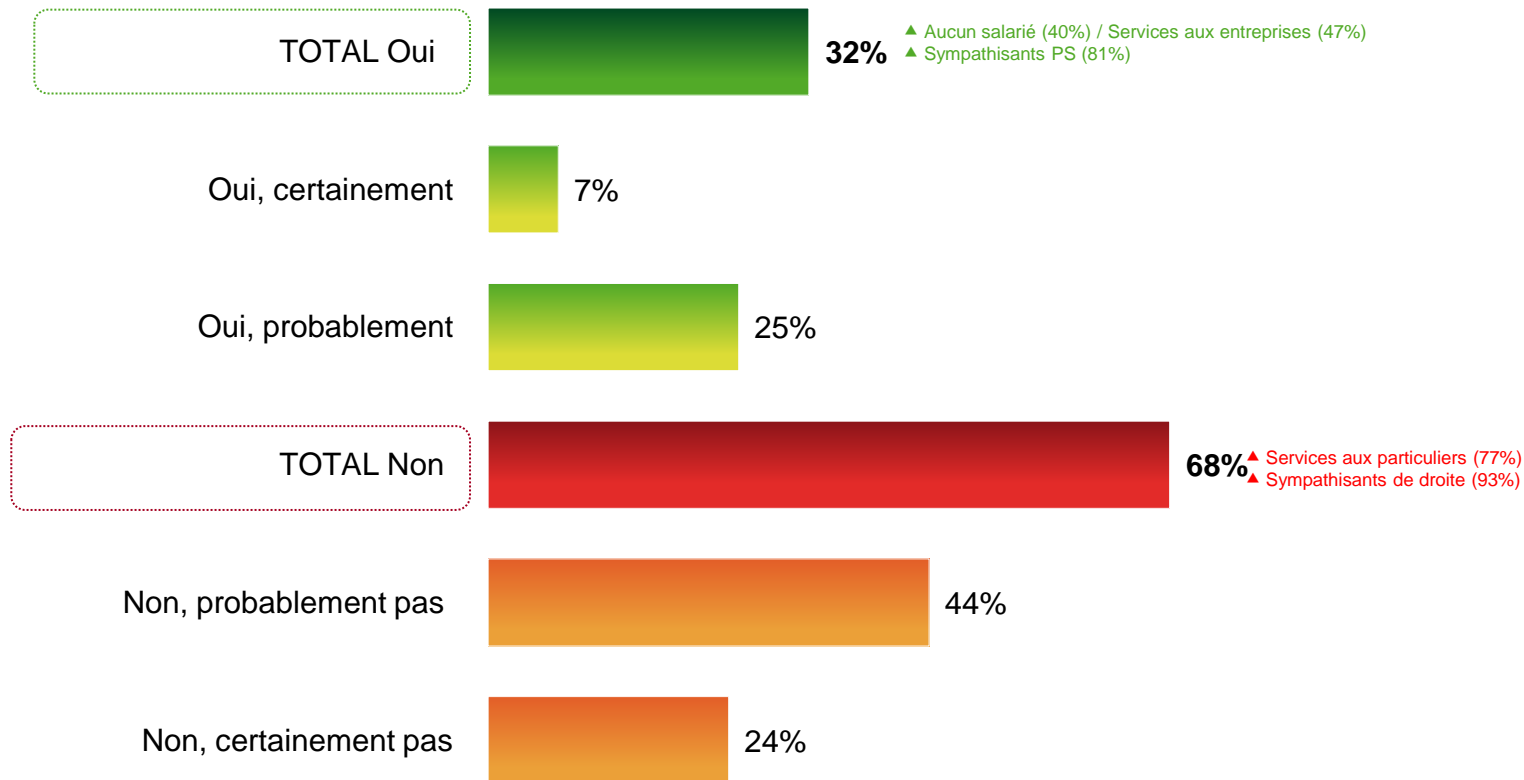
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Mesures pour relancer la croissance : un jugement plutôt négatif

Question

D'une manière générale, pensez-vous que les mesures annoncées ou envisagées par le président François Hollande et le gouvernement de Jean-Marc Ayrault vont permettre de relancer la croissance en France ?



En lien logique avec une sympathie partisane des patrons de TPE très majoritairement orientée à droite d'une part, et avec les mesures de rigueur annoncées par le gouvernement, d'autre part moins d'un tiers des dirigeants estiment que les actions annoncées ou envisagées vont permettre de relancer la croissance. Ce taux atteint toutefois 47% dans le secteur des services aux entreprises.

La connaissance de la politique du gouvernement en matière d'économie

Question

En ce qui concerne la politique du gouvernement en matière d'économie, diriez-vous que.. ?

Vous êtes bien informé sur les grands projets et orientations

Total Oui

49%

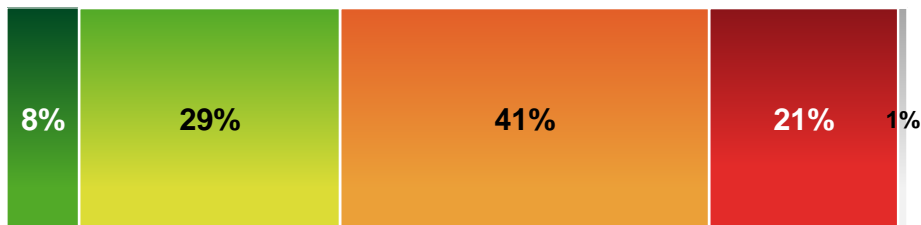
▲ Industrie (57%) / Région parisienne (61%)
 ▼ Commerce (42%)



Cette politique intègre bien les enjeux et les spécificités rencontrés par la France

37%

▲ Aucun salarié (44%) / Services aux entreprises (48%) / Sympathisants de gauche (74%)
 ▼ 3 à 19 salariés (21%) / Commerce (30%)



■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Nsp

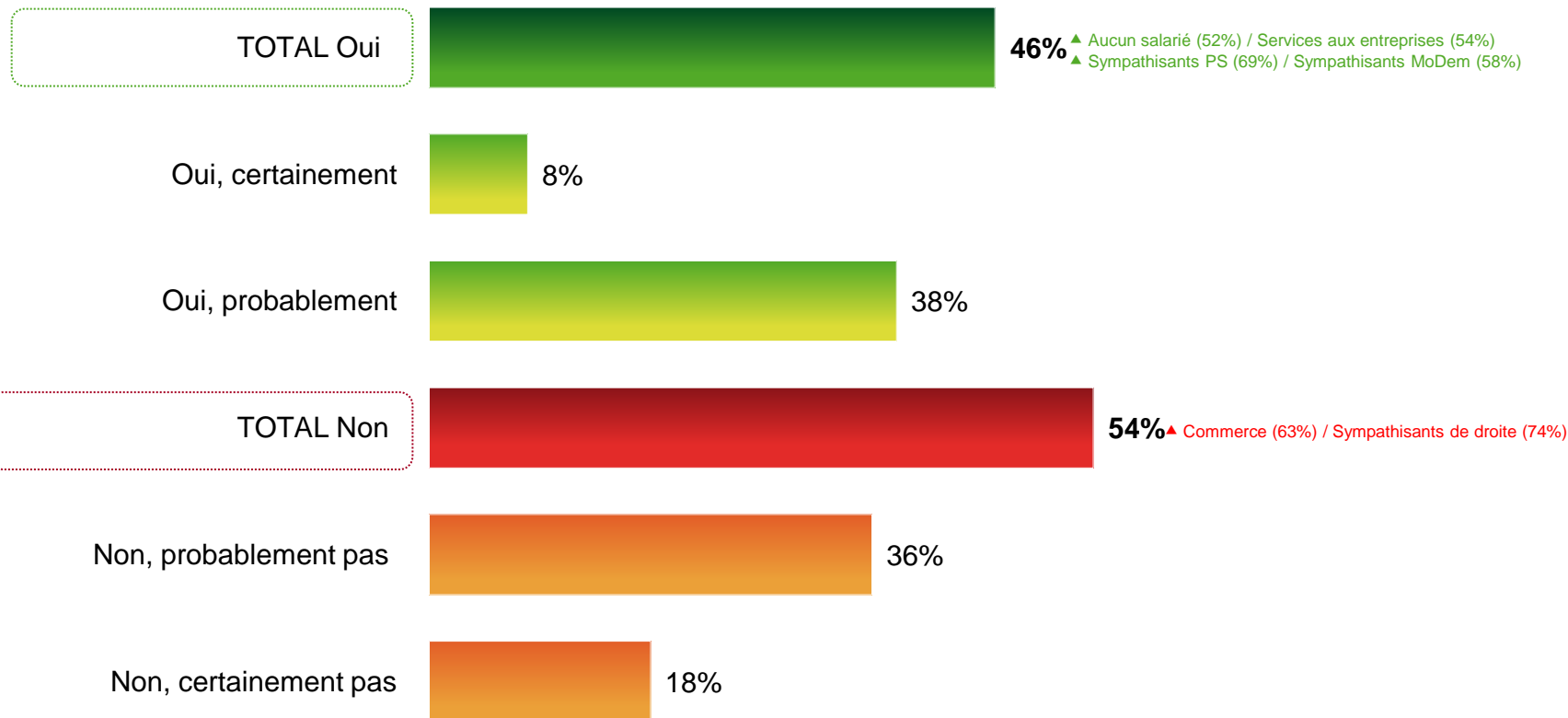
Les patrons interrogés sont une proportion légèrement plus élevée (37%), mais toujours minoritaire, à juger que les orientations économiques du gouvernement intègrent bien les enjeux et spécificités de la France. Notons que la moitié (49%) se dit bien informée sur ces grands projets et orientations.

Base : ensemble des TPE

Le pacte de croissance pour relancer la croissance en Europe

Question

D'une manière générale, pensez-vous que le pacte de croissance décidé lors du dernier sommet de l'Union Européenne du 28 juin 2012, qui prévoit d'injecter 120 milliards d'euros dans des grands travaux va permettre de relancer la croissance en Europe ?



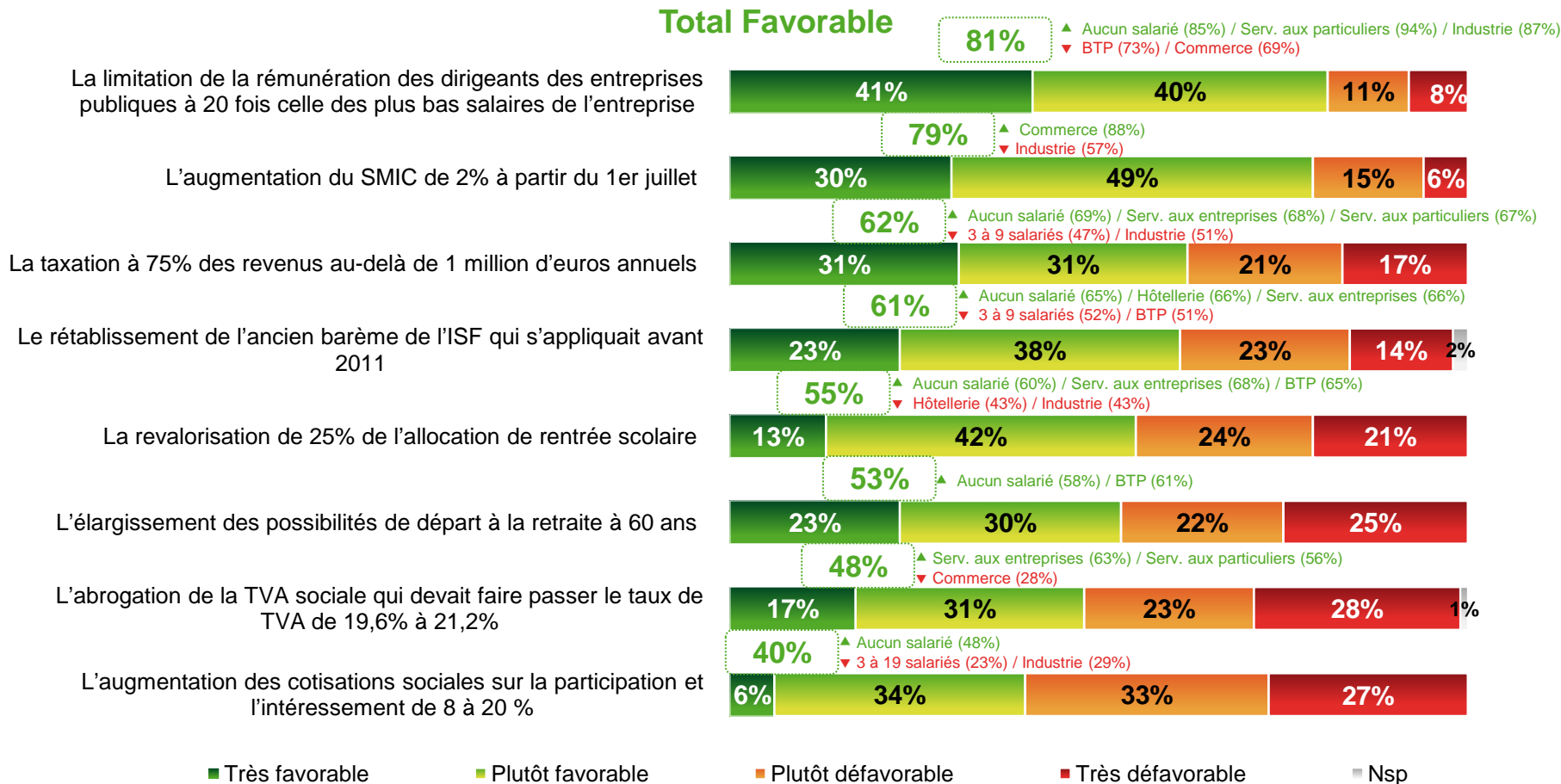
Bien que n'emportant l'adhésion que d'un dirigeant sur deux, le pacte de croissance décidé lors du sommet européen du 28 juin dernier suscite une adhésion plus forte que les mesures appliquées au plus national (46% contre 32%).

Base : ensemble des TPE

Les différentes mesures annoncées par le gouvernement

Question

En ce qui concerne la politique du gouvernement en matière d'économie, diriez-vous que.. ?

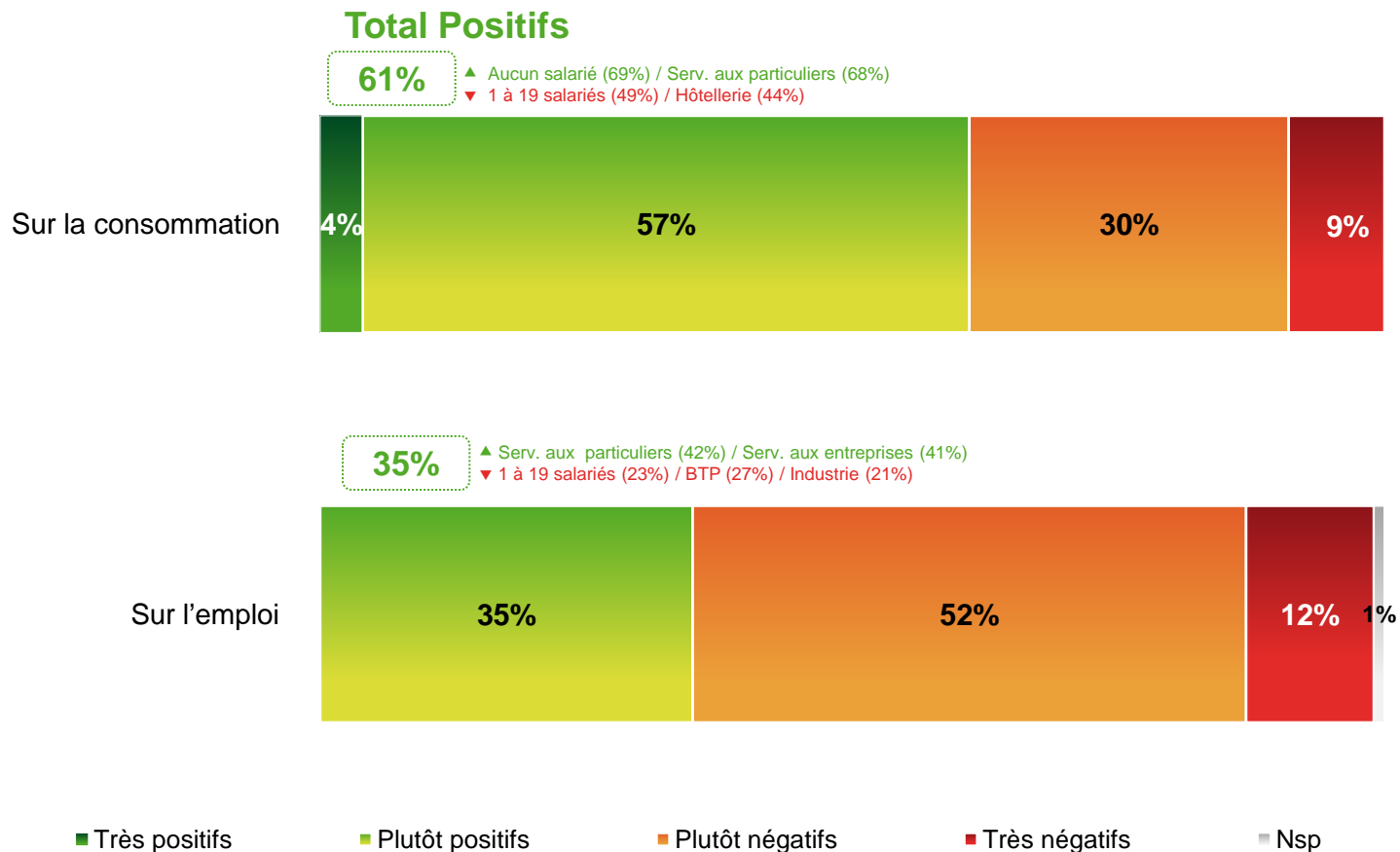


Les actions concrètement mises en place par le gouvernement suscitent des réactions contrastées de la part des TPE. On relève une large adhésion à la hausse du SMIC, à la limitation de la rémunération des dirigeants, à la taxation des revenus à 75% au-delà de 1 million d'euros et au rétablissement de l'ancien barème de l'ISF. Les avis sont plus mitigés sur la revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire, sur l'élargissement des possibilités de départ à la retraite à 60 ans et sur l'abrogation de la TVA sociale. On note enfin un rejet majoritaire de l'augmentation de la fiscalité sur l'intéressement. Des clivages sectoriels apparaissent sur l'ensemble des mesures testées.

L'impact de la hausse du SMIC

Question

Et selon vous, la hausse du SMIC de 2% à partir du 1er juillet va-t-elle avoir des effets positifs ou négatifs... ?



Si les patrons de TPE se montrent plutôt positifs en ce qui concerne l'impact de la hausse du SMIC sur la consommation, près des deux tiers (64%) déclarent en revanche que ce coup de pouce donné au 1^{er} juillet aura des répercussions négatives sur l'emploi, de façon plus marquée dans le BTP (73%) et l'industrie (79%).

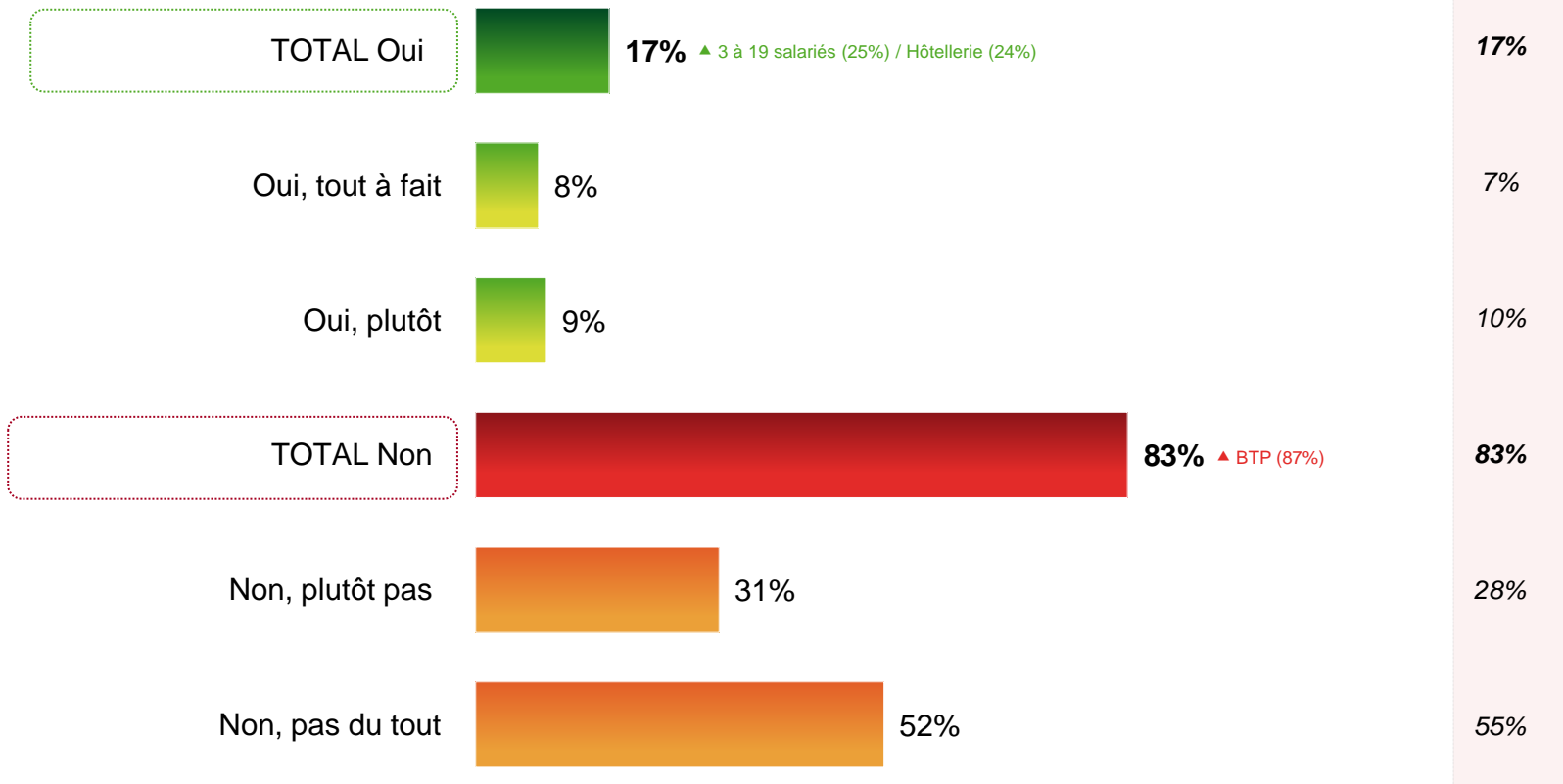
Base : ensemble des TPE

La suppression du SMIC

Question

Seriez-vous favorable à la suppression du SMIC ?

Rappel
 janvier 2011



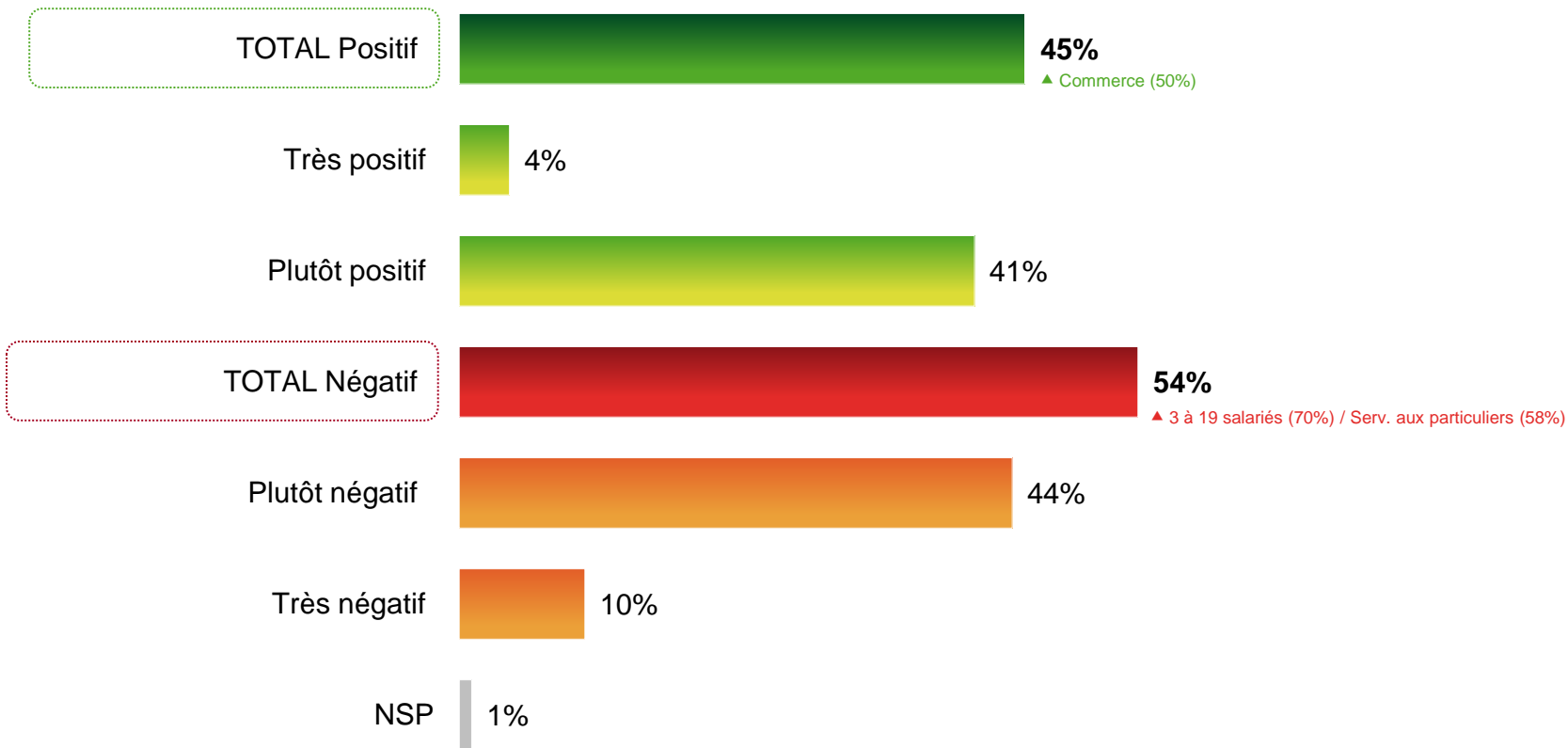
Le souhait de suppression du SMIC reste inchangé par rapport à la dernière mesure réalisée en janvier 2011 : moins d'un dirigeant sur cinq souhaite sa remise en cause (17%).

Base : ensemble des TPE

Impact sur l'économie de la taxe de 3% sur les dividendes

Question

Selon vous, la mise en place de la taxe de 3 % sur les dividendes versés annoncée par Jean-Marc Ayrault le 3 juillet va-t-elle avoir un impact positif ou négatif sur l'économie française ?



Une courte majorité (54%) des patrons de TPE anticipe un impact négatif de la taxe de 3% sur les dividendes versés sur l'économie, cette vision négative s'avérant plus forte dans les structures de 3 à 19 salariés (70%).

Sylvia Pinel et Fleur Pellerin

Question

Avez-vous entendu parler des nominations suivantes au sein du gouvernement ?

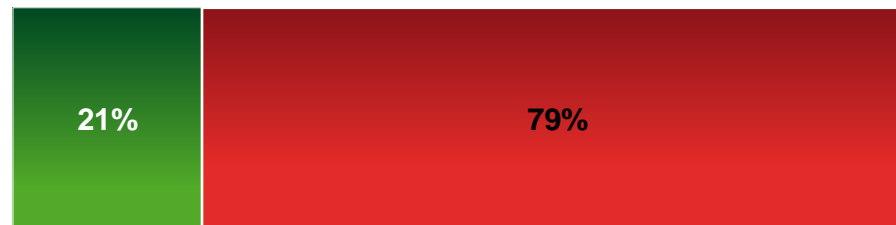
Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Innovation et de l'Economie numérique

▲ 3 à 19 salariés (43%) / Serv. aux entreprises (45%) / Hôtellerie (40%)



Sylvia Pinel, ministre de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme

▲ 10 à 19 salariés (27%) / Serv. aux entreprises (33%) / BTP (29%)



■ Oui

■ Non

Les nominations des deux personnalités politiques en charge des questions liées à la politique entrepreneuriale ne sont connues que par une minorité des dirigeants interrogés : 21% seulement disent avoir entendu parler de Sylvia Pinel, responsable de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme, et 34% de Fleur Pellerin, en charge des PME, de l'Innovation et de l'Economie numérique.

Base : ensemble des TPE

Réforme du statut d'auto-entrepreneur

Question

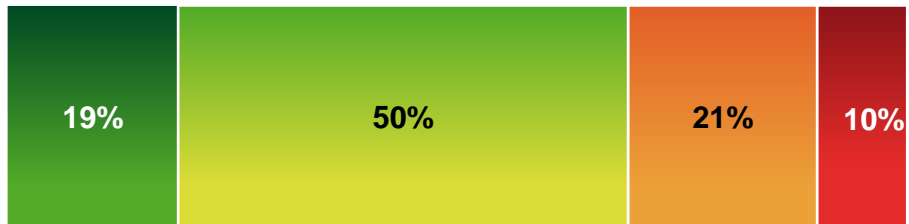
Sylvia Pinel a récemment annoncé une réforme du régime social de l'auto-entrepreneur. Vous personnellement, êtes-vous favorable ou défavorable à chacune des mesures envisagées pour cette réforme ?

Total Favorable

69%

▲ Aucun salarié (73%) / BTP (90%) / Serv. aux particuliers (73%)
 ▼ 1 à 5 salariés (59%) / Hôtellerie (60%) / Commerce (57%)

La limitation du statut à un ou deux ans



48%

▲ 10 à 19 salariés (63%) / BTP (65%) / Hôtellerie (55%)

L'exclusion du secteur du BTP du statut d'auto-entrepreneur



■ Très favorable ■ Plutôt favorable ■ Plutôt défavorable ■ Très défavorable ■ Nsp

Les patrons de TPE se montrent très largement favorables à la proposition de Sylvia Pinel de limiter le statut d'auto-entrepreneur à un ou deux ans. Ils sont plus mitigés sur l'exclusion du secteur du BTP de ce statut, mis à part dans le secteur de la construction, où 65% approuvent cette proposition qui permettra de réduire la concurrence qu'exercent les auto-entrepreneurs sur les entreprises de ce secteur.

Les jugements sur la conférence sociale

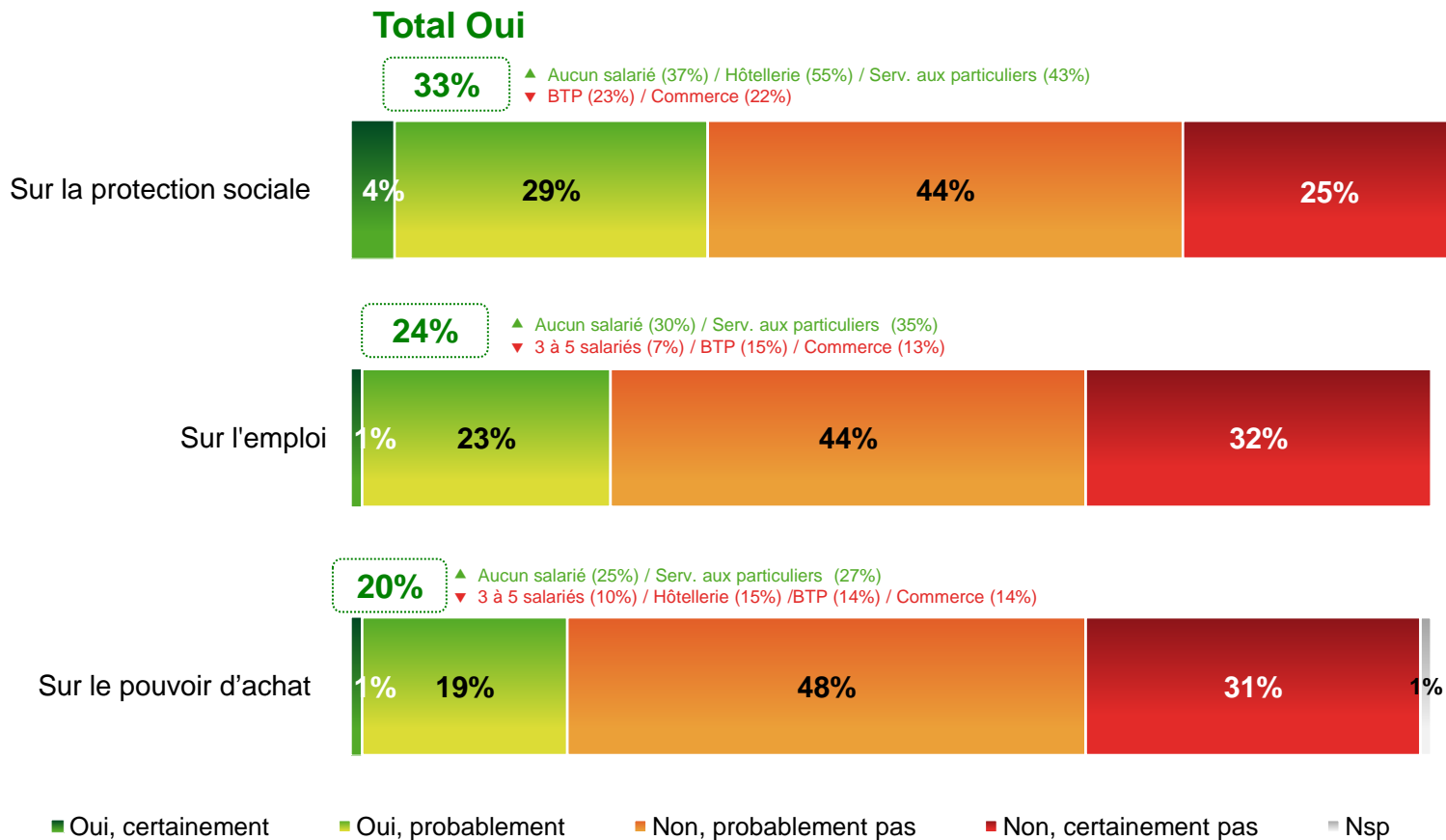
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Impact de la conférence sociale

Question

Selon vous, la conférence sociale des 9 et 10 juillet a-t-elle permis de trouver des solutions efficaces... ?

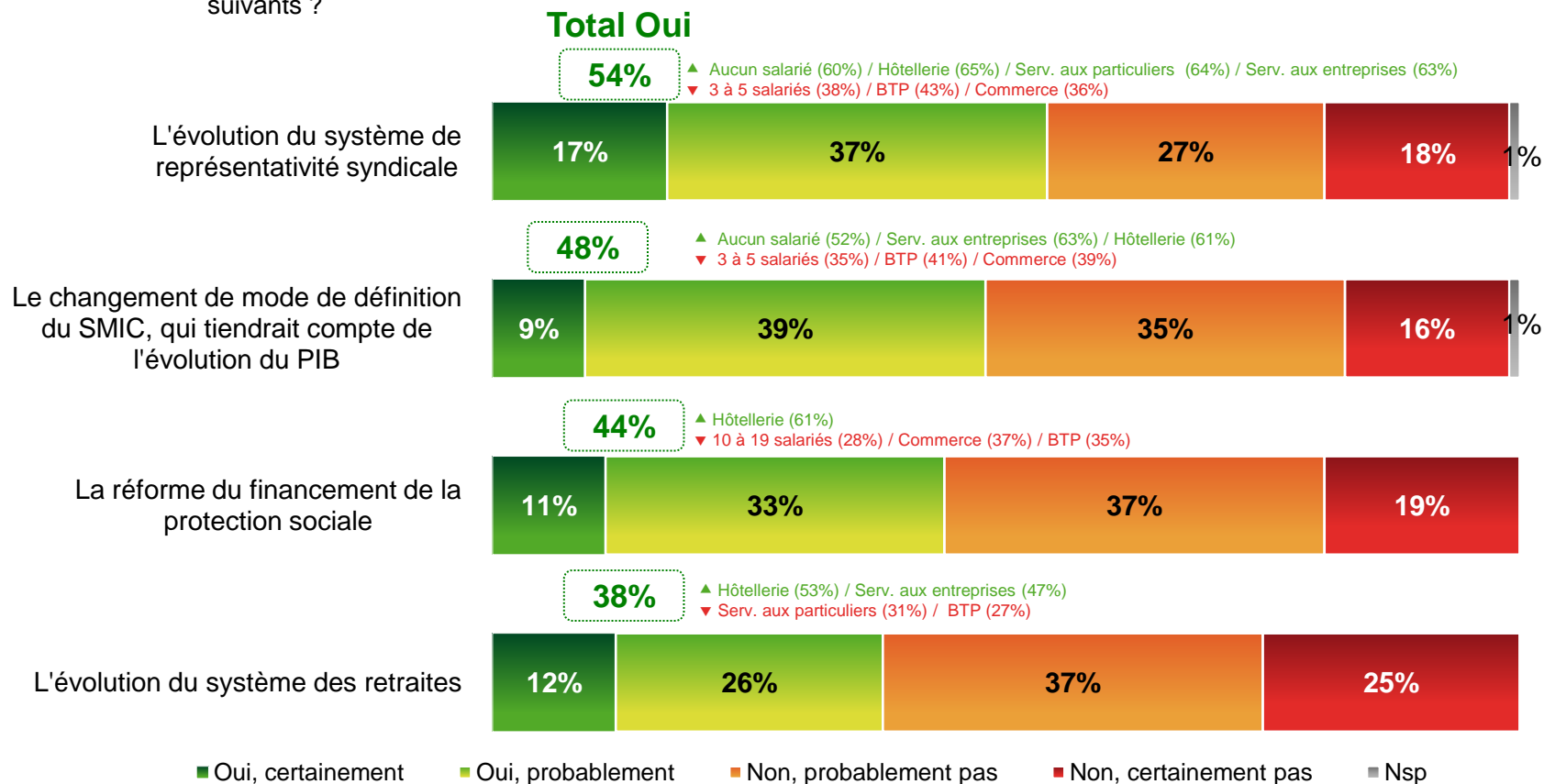


Les patrons de TPE apparaissent peu convaincus par les résultats obtenus à l'issue de la conférence sociale des 9 et 10 juillet derniers : un tiers d'entre eux estime qu'elle a permis de trouver des solutions efficaces sur la protection sociale, moins d'un quart partageant cet avis en ce qui concerne l'emploi (24%) et le pouvoir d'achat (20%).

Impact de la conférence sociale sur les négociations automnales

Question

Et selon vous, le dialogue amorcé entre les partenaires sociaux à l'occasion de la conférence sociale des 9 et 10 juillet va-t-il permettre de favoriser les négociations prévues à l'automne dans chacun des domaines suivants ?



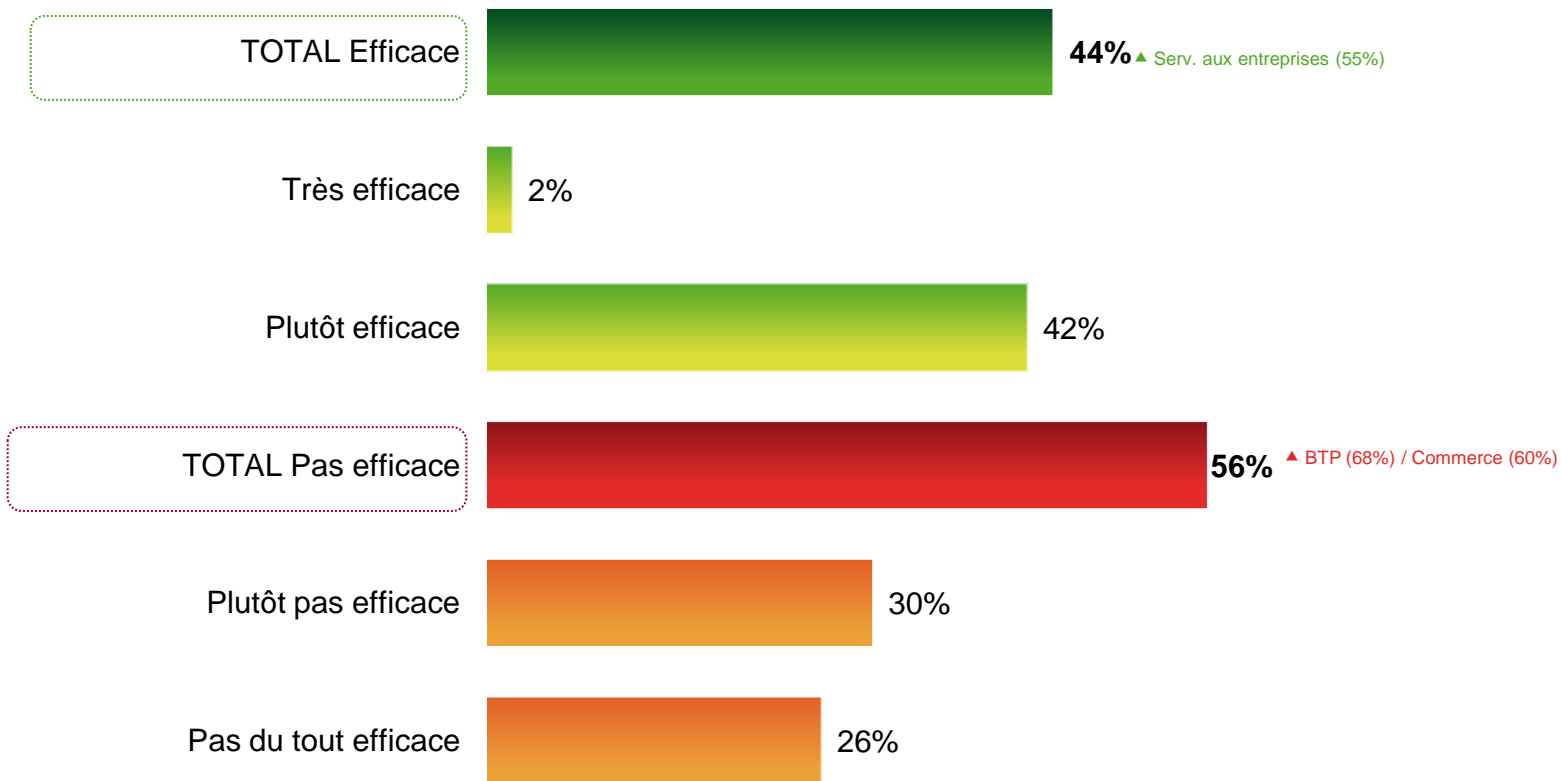
Ils se montrent néanmoins plus positifs, bien qu'exprimant des avis mitigés, sur la poursuite de ce dialogue à l'automne. Ils déclarent notamment en majorité que cette première rencontre va favoriser les négociations relatives à l'évolution du système de représentativité syndicale (54%). Près d'un sur deux considère que l'impact de cette démarche devrait être positif en ce qui concerne le changement de mode de définition du SMIC (48%) et la réforme de la protection sociale (44%). Près des deux tiers sont en revanche négatifs s'agissant d'une possible entente sur l'évolution du système des retraites (62%).

Base : ensemble des TPE

La démarche de dialogue social

Question

Vous personnellement, diriez-vous que cette démarche de dialogue social, associant le gouvernement, les syndicats salariaux et patronaux et les collectivités territoriales est efficace ou pas efficace pour mener les grandes réformes qui s'imposent en France ?



Au global, vraisemblablement du fait de l'absence de mesures concrètes décidées durant la conférence, une majorité des dirigeants juge la démarche de dialogue social, associant le gouvernement, les syndicats salariaux et patronaux et les collectivités territoriales inefficace (56%). Néanmoins, une part significative d'entre eux (44%) soutient cette initiative, avec un score qui atteint même 55% dans le secteur des services aux entreprises.

Base : ensemble des TPE

Le regard des TPE sur l'endettement et les déficits publics

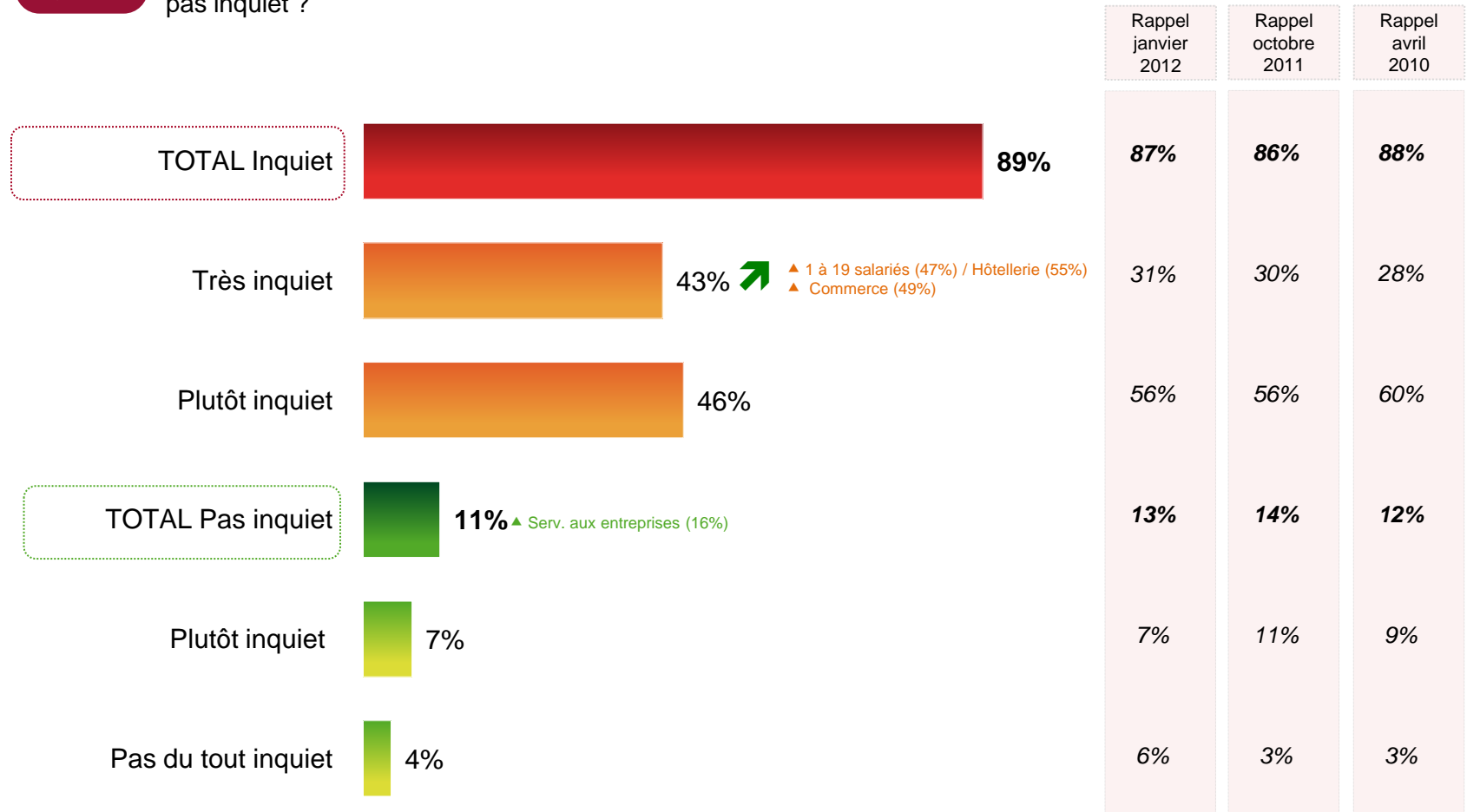
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Inquiétude face au déficit public et à la dette de l'Etat

Question

Vous personnellement, en pensant au déficit public et à la dette de l'Etat, diriez-vous que vous êtes inquiet ou pas inquiet ?



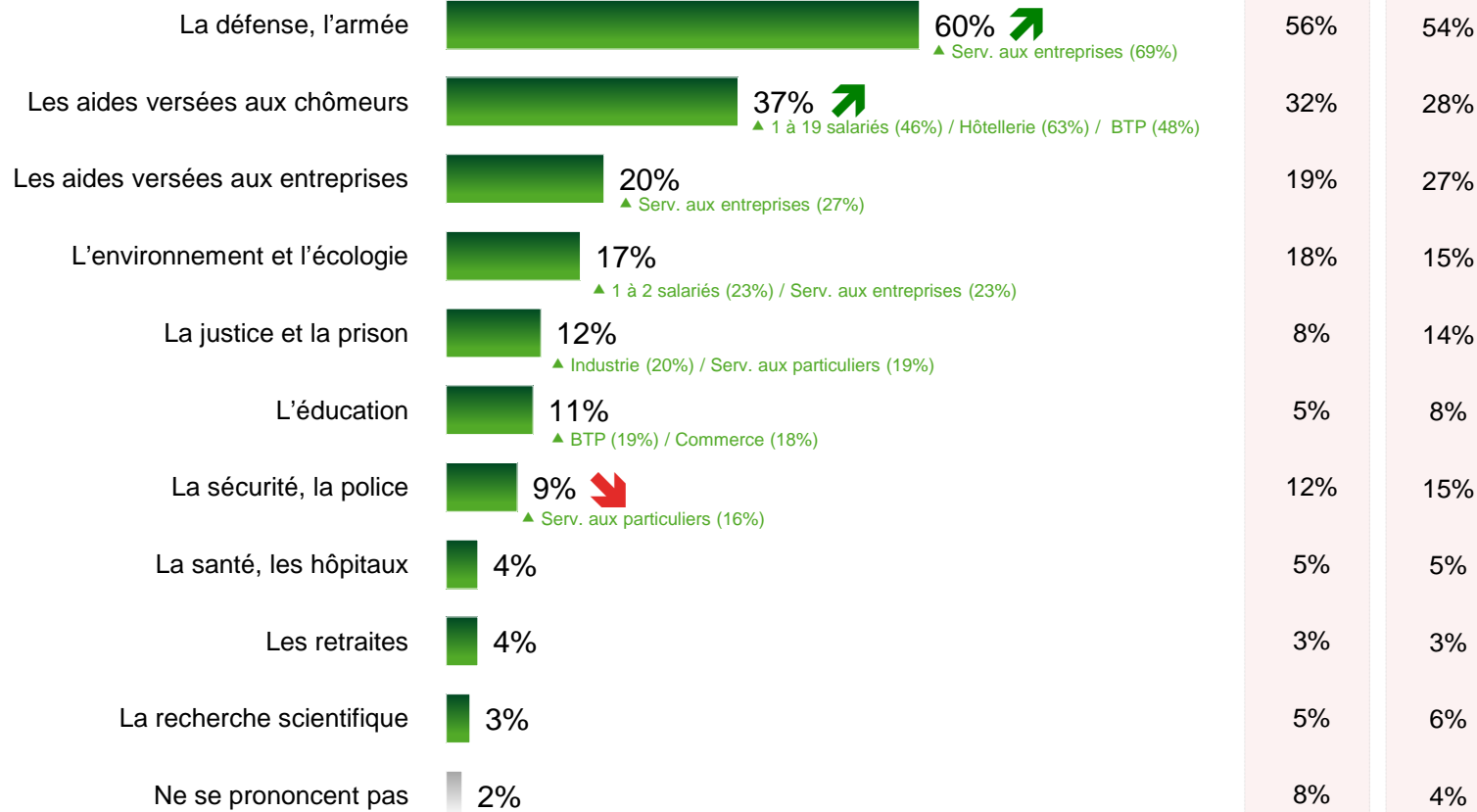
L'inquiétude face au déficit public et à la dette de l'Etat, dans un contexte d'aggravation de la crise de la zone euro, reste très élevée (89%, +2 points en 6 mois), la proportion de dirigeants se déclarant « très inquiets » se situant à son niveau le plus haut depuis 2010 (43% contre 31% en janvier 2012 et 28% en avril 2010).

Base : ensemble des TPE

Les secteurs à privilégier en matière de réduction des dépenses publiques

Question

Si l'on devait réduire les dépenses publiques pour diminuer la dette de l'Etat, dans quel(s) secteur(s) en priorité faudrait-il les réduire ?

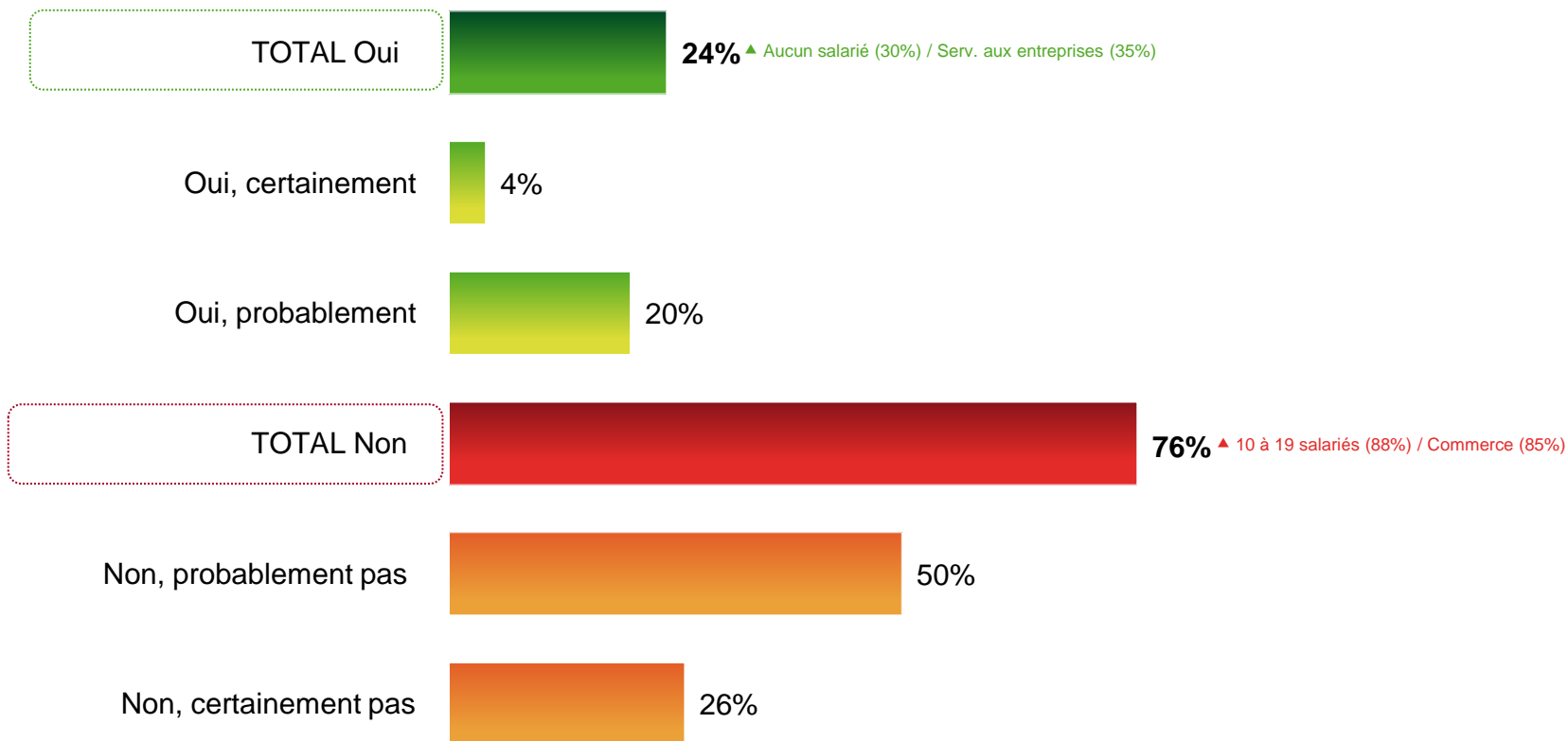


Si la hiérarchie des secteurs à privilégier en matière de réduction des dépenses publiques connaît peu de variations par rapport au mois d'octobre 2011, l'importance relative des deux principaux domaines sur lesquels les efforts doivent porter augmente : 60% (+4 points) souhaitent des efforts sur la défense et l'armée et 37% (+5 points) sur les aides versées aux chômeurs. A contrario, 9% seulement estiment que les dépenses en matière de sécurité devraient diminuer contre 12% en octobre 2011 et 15% en avril 2010.

Objectif de réduction du déficit public à 4,5% en 2012 et 3% en 2013

Question

Diriez-vous que la politique du gouvernement va lui permettre de tenir son objectif de réduction du déficit public à 4,5% du PIB fin 2012 et 3% fin 2013 ?



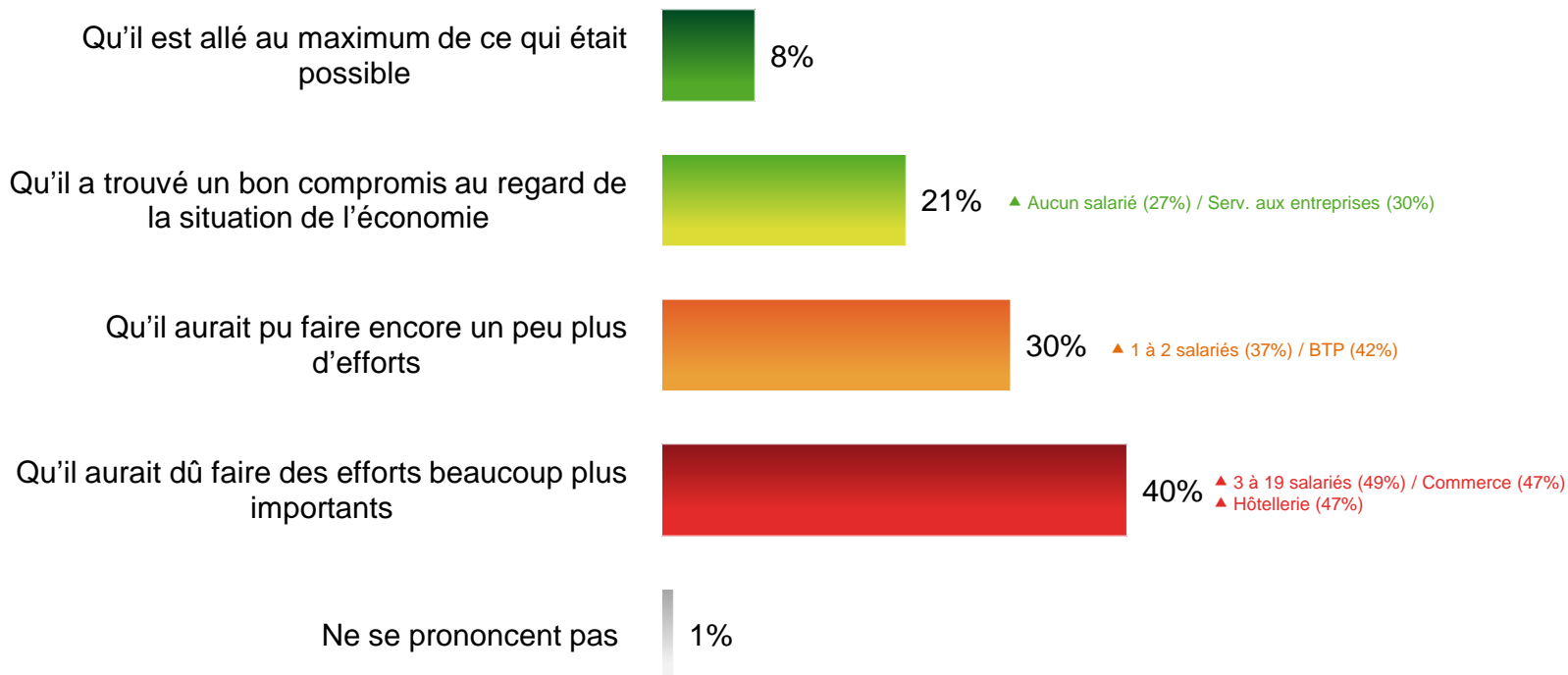
En lien logique avec le scepticisme dont ils font preuve sur l'efficacité des mesures du gouvernement pour relancer la croissance, reconnues par un tiers d'entre eux, seuls 24% des patrons de TPE estiment que celui-ci tiendra les objectifs de réduction du déficit public fixés pour 2012 et 2013.

Base : ensemble des TPE

Efforts en matière de réduction des dépenses publiques

Question

A l'annonce des premières annonces du gouvernement en matière de réduction des dépenses publiques, vous diriez ... ?



Corollaire de cette anticipation d'un non respect des objectifs de réduction des déficits publics, 70% des dirigeants interrogés jugent que le gouvernement aurait pu faire davantage d'efforts en matière de réduction des dépenses publiques, dont 40% des efforts beaucoup plus importants. Un interviewé sur cinq déclare qu'il a trouvé un bon compromis au regard de la situation économique et 8% seulement qu'il est allé au maximum de ce qu'il pouvait faire.

Base : ensemble des TPE

Impact des hausses d'impôts

Question

A l'annonce des premières annonces du gouvernement en matière d'impôts, vous diriez ... ?

Que son action va ralentir voire immobiliser l'économie



21% ▲ Industrie (25%)

Que son action nuit à une reprise rapide de la croissance



32% ▲ 10 à 19 salariés (44%)
 ▲ Commerce (44%) / BTP (41%)

Qu'il aurait dû encore plus taxer certaines catégories de personnes



23% ▲ 1 à 2 salarié (30%) / Hôtellerie (32%) / Commerce (28%)

Qu'il a trouvé un bon compromis au regard de la situation de l'économie



23% ▲ Serv. aux entreprises (37%)

Ne se prononcent pas



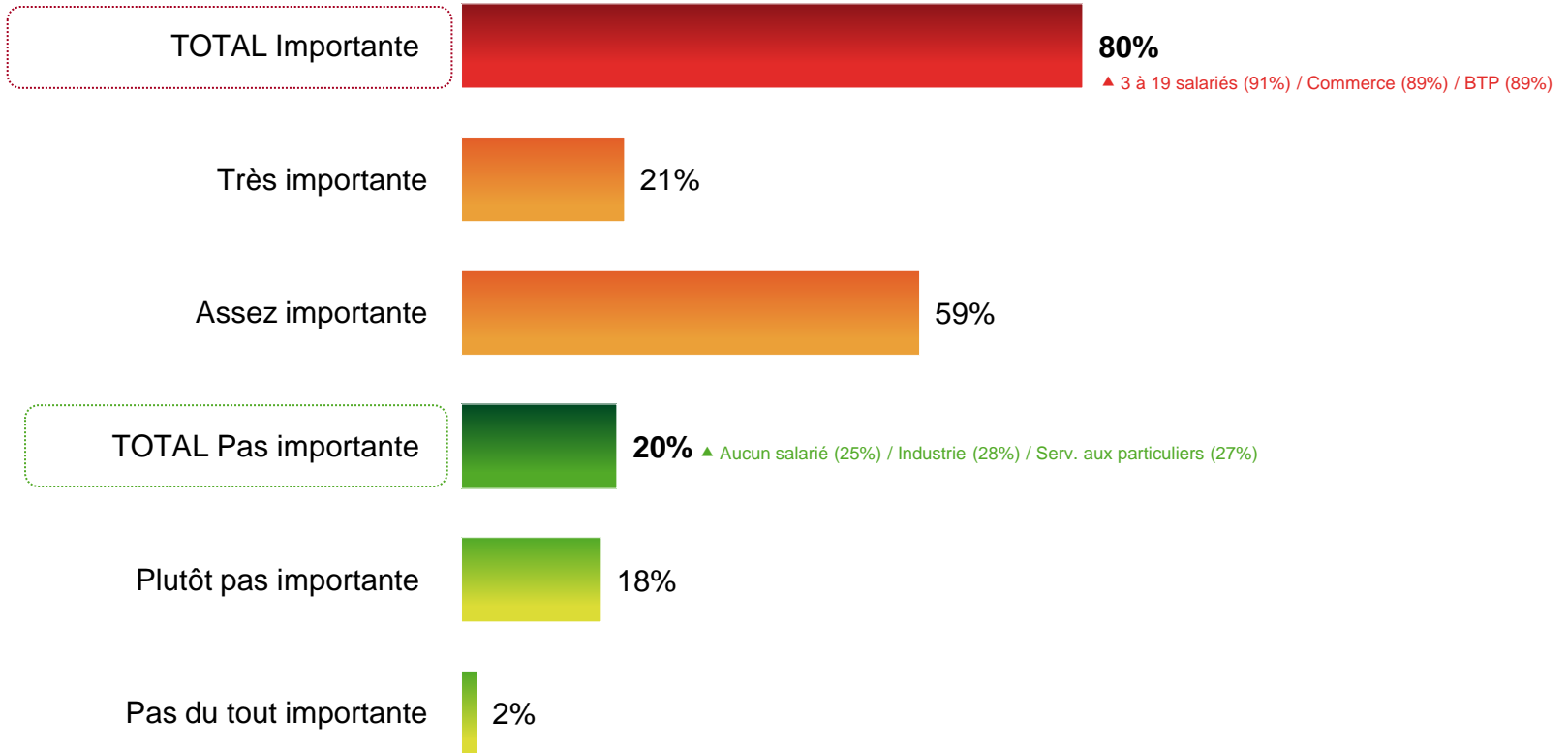
1%

De la même manière, seuls 23% sont convaincus par les annonces faites en matière de hausses d'impôts. 23% souhaiteraient que le gouvernement aille plus loin dans la taxation de certaines catégories et une majorité (53%) estime que son action va nuire à une reprise rapide de la croissance (32%) et pourrait même ralentir voire immobiliser l'économie (21%).

Pronostic sur le niveau d'augmentation des impôts en 2013

Question

Et selon vous, les impôts vont-ils augmenter de façon importante ou pas importante en 2013 ?



Les TPE pronostiquent très largement une hausse importante des impôts en 2013 (80%), 21% anticipant même une augmentation « très importante », et ce plus fortement encore dans les structures de 3 à 19 salariés (91%) et dans les secteurs du commerce (89%) et du BTP (89%).

Base : ensemble des TPE

Les TPE et la crise de l'euro

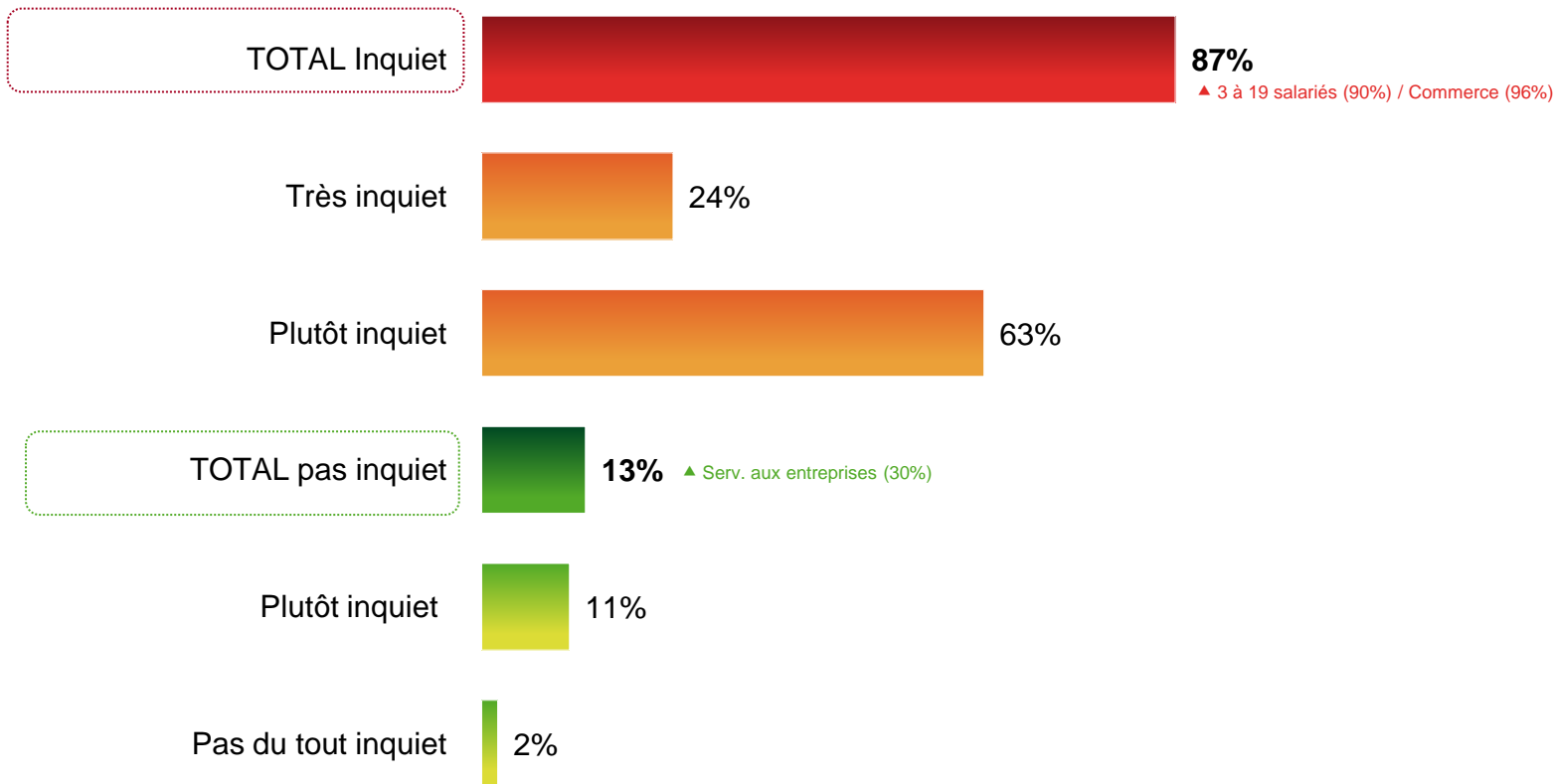
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Inquiétude face à la crise de la zone euro

Question

Vous personnellement, en pensant à la crise de la zone euro, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas du tout inquiet pour l'économie française ?



La crise de l'euro suscite sans surprise de vives inquiétudes parmi les Très Petites Entreprises (87%), un quart d'entre elles se disant « très inquiètes ». Le secteur du commerce est particulièrement concerné (96% dont 39% de « très inquiets »).

Base : ensemble des TPE

L'anticipation d'une récession économique

Question

Pensez-vous que cette crise des pays de la zone euro va déboucher sur une période de récession économique... ?*

Total Oui

85%

▲ 3 à 19 salariés (91%) / Serv. aux particuliers (91%) / Commerce (90%)

Au niveau européen



82%

▲ Serv. aux particuliers (87%) / Commerce (86%)

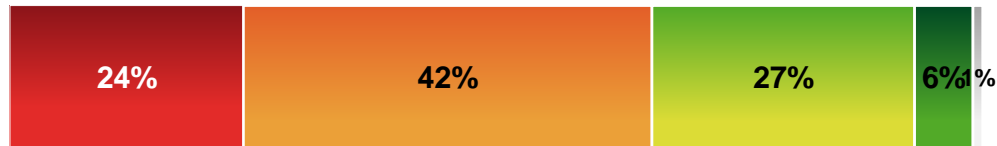
En France



66%

▲ Serv. aux particuliers (73%) / Hôtellerie (71%)

Au niveau mondial



■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Nsp

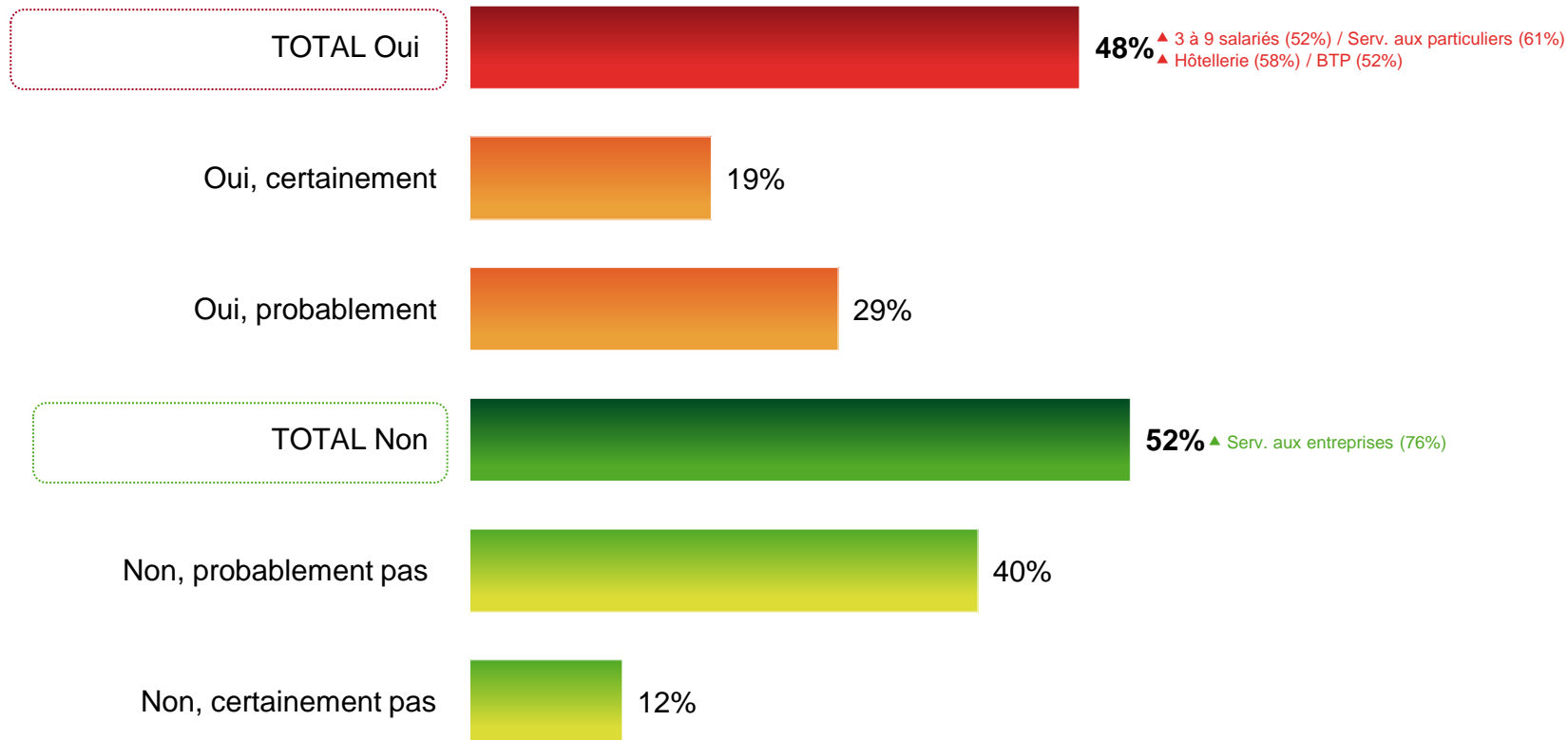
| Rappel Total Oui octobre 2011 | Rappel Total Oui janvier 2008 | Rappel Total Oui octobre 2008 |
|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| 91% | Non posé | Non posé |
| 87% | 82% | 79% |
| 80% | Non posé | Non posé |

Plus de huit dirigeants sur dix anticipent toujours une période de récession du fait de cette crise au niveau européen (85%) et en France (82%), ces scores étant toutefois en baisse par rapport au mois d'octobre 2011 (respectivement -6 points et -5 points). La menace d'une récession mondiale, bien qu'en nette diminution, reste également élevée (66%, -14 points).

La France : comme la Grèce, le Portugal, l'Irlande ou l'Espagne ?

Question

Selon vous, la France pourrait-elle connaître dans les deux prochaines années la même situation que la Grèce, le Portugal, l'Irlande ou l'Espagne ?



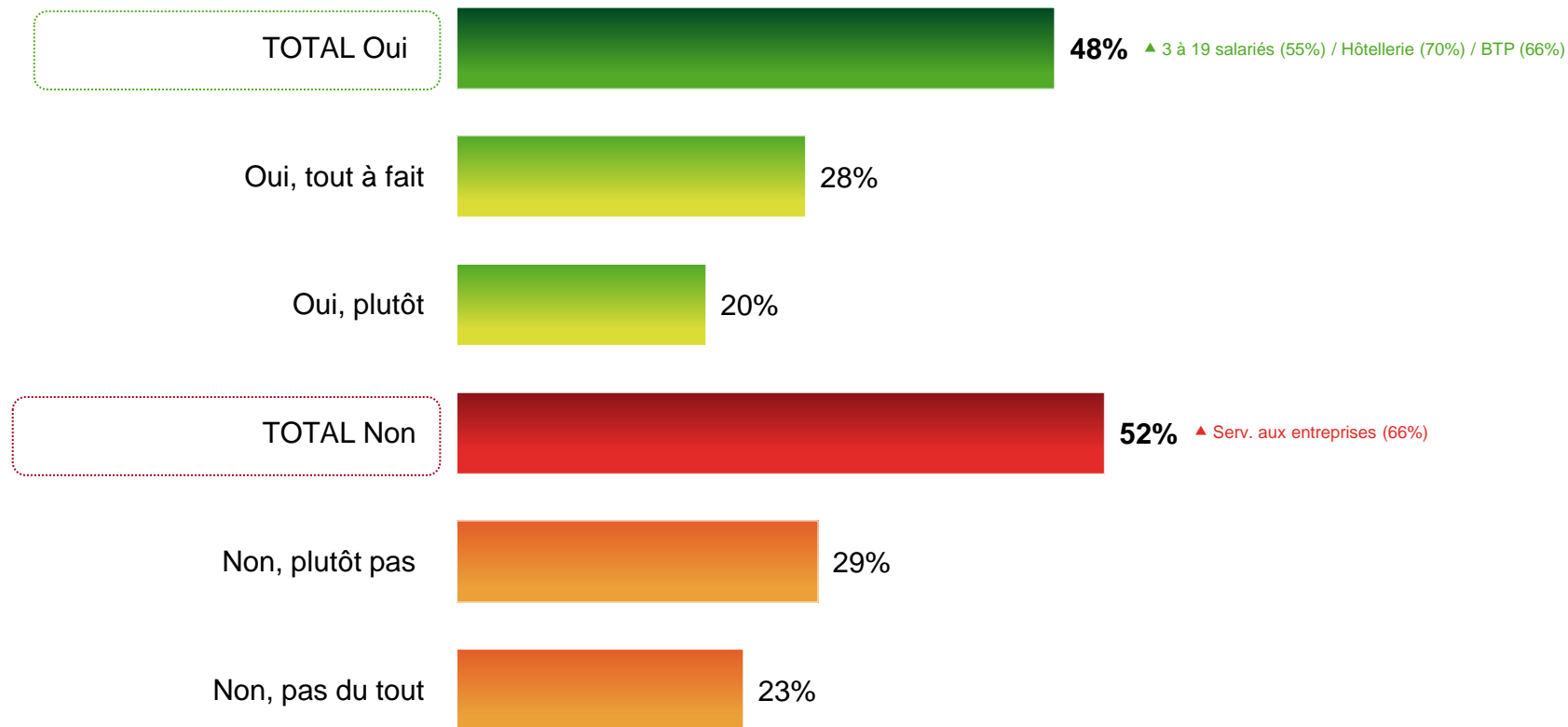
La moitié, soit une part significative des patrons de TPE, estime que la France pourrait connaître la même situation que la Grèce, le Portugal, l'Irlande ou l'Espagne dans les années à venir, cette proportion se révélant majoritaire dans les structures de 3 à 9 salariés (52%), le BTP (52%), l'hôtellerie (58%) et les services aux particuliers (61%).

Base : ensemble des TPE

L'exclusion de la zone euro

Question

Selon vous, faut-il instaurer, au niveau de la zone euro, pour les pays qui ne maîtrisent pas l'évolution de leur dette, un mécanisme prévoyant d'office leur exclusion de la zone euro ?



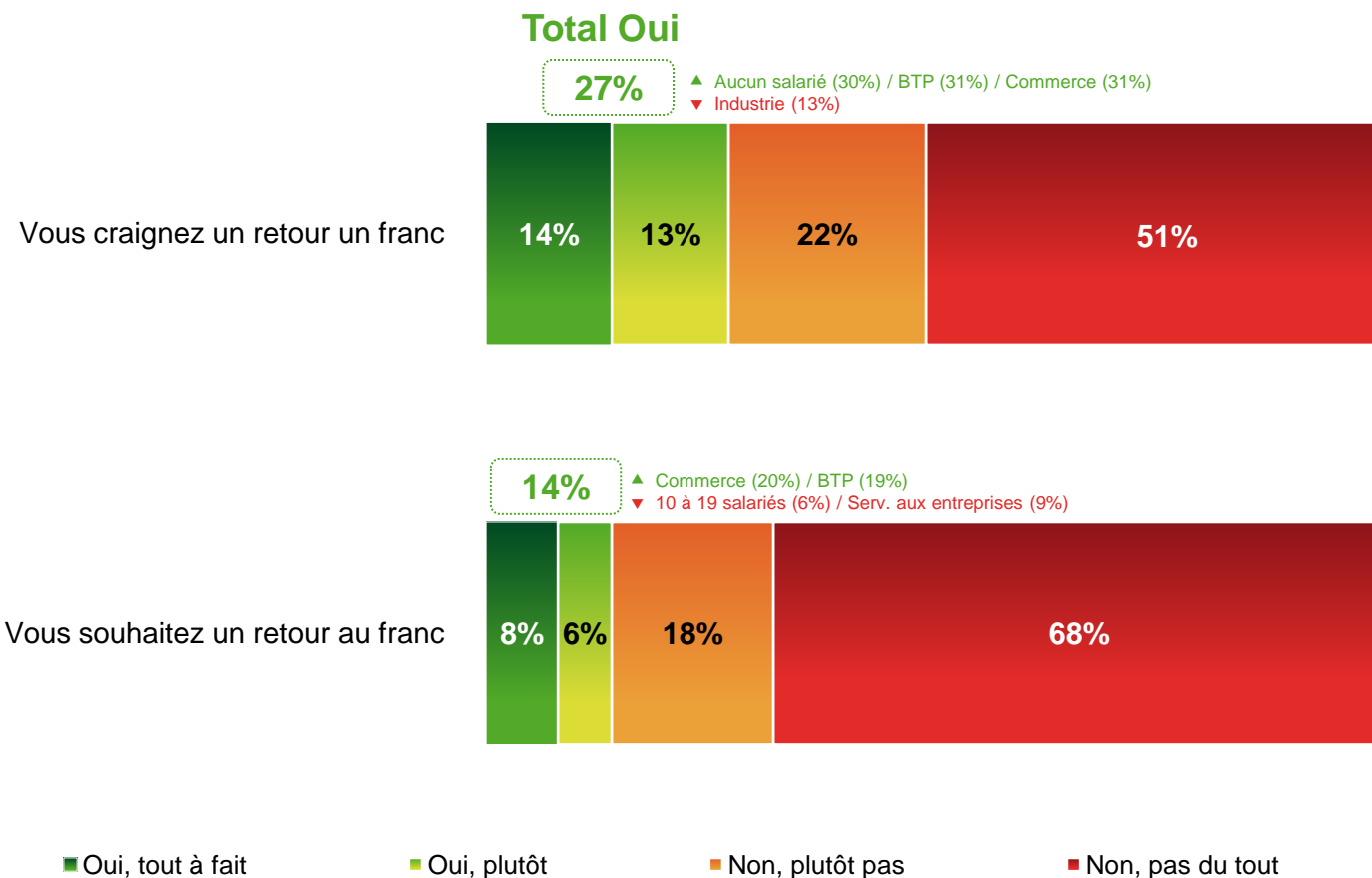
Sans doute en lien avec la crainte de la moitié des dirigeants interrogés que la France puisse connaître la même situation que la Grèce, le Portugal, l'Irlande ou l'Espagne, 52% rejettent la mise en place d'un mécanisme d'exclusion de la zone euro pour les pays qui ne maîtrisent pas leur dette contre 48% qui y sont favorables.

Base : ensemble des TPE

Le retour au franc

Question

Dans le contexte actuel de crise de la zone euro, diriez-vous que.. ?



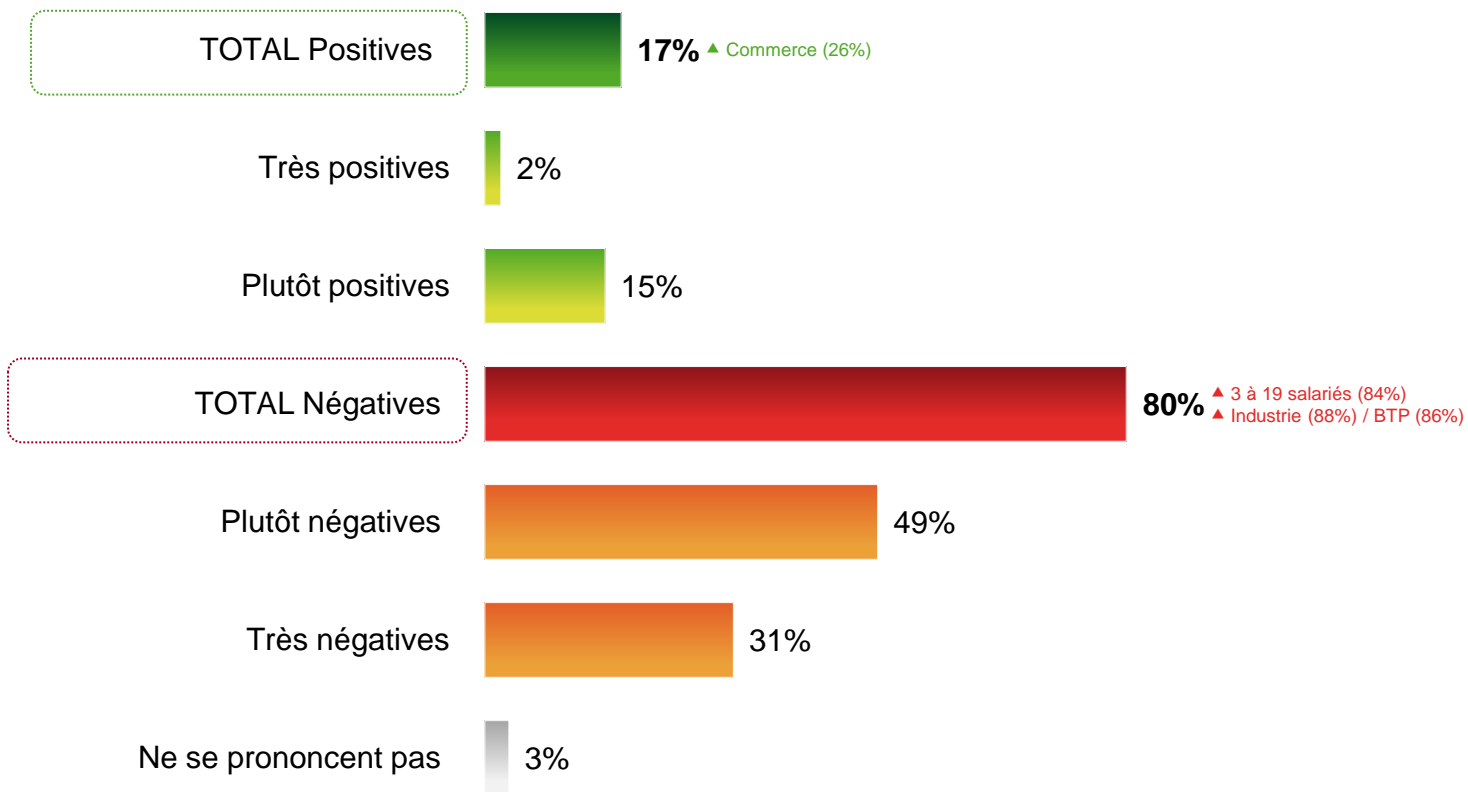
Le maintien dans la zone euro émerge donc nettement auprès des patrons de TPE comme une nécessité, 14% d'entre eux seulement disant souhaiter un retour au franc. Notons que 27% craignent cette éventualité, et même 31% dans le commerce et le BTP.

Base : ensemble des TPE

Impact d'un retour au franc sur l'activité de leur entreprise

Question

Et selon vous, un retour au franc aurait-il des conséquences positives ou négatives sur l'activité de votre entreprise ?



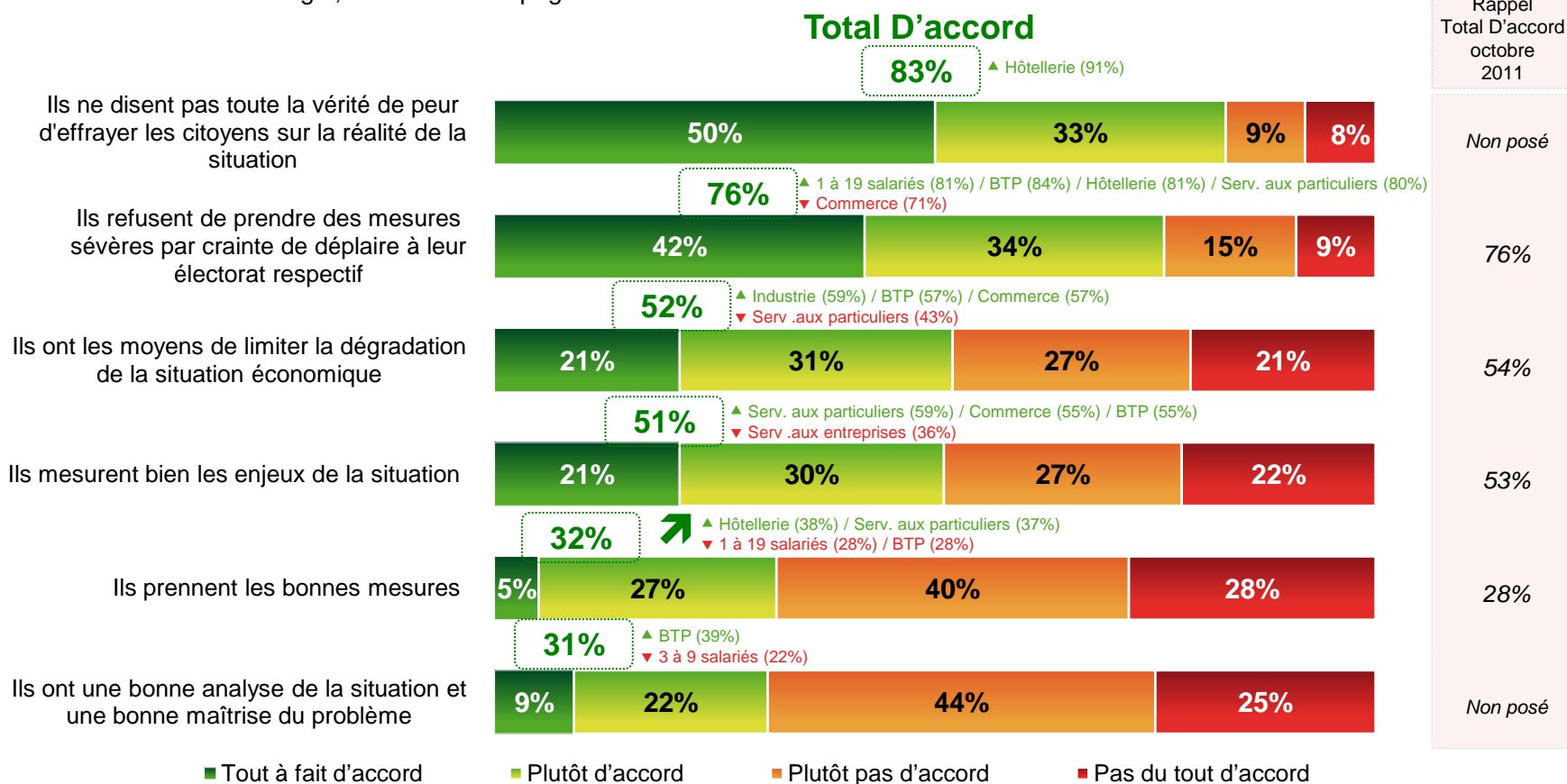
Expliquant leur rejet d'un retour au franc, 80% des dirigeants interrogés jugent que celui-ci aurait des conséquences négatives sur leur activité, dont 31% « très négatives », les secteurs de l'industrie (88%) et du BTP (86%) étant les plus inquiets face à cette perspective.

Base : ensemble des TPE

La gestion de la crise de la dette par les dirigeants européens

Question

Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec les phrases suivantes, sur la façon dont les hommes et les femmes politiques européens, quelle que soit leur appartenance, gèrent le problème de la dette de pays comme la Grèce, le Portugal, l'Irlande ou l'Espagne ?



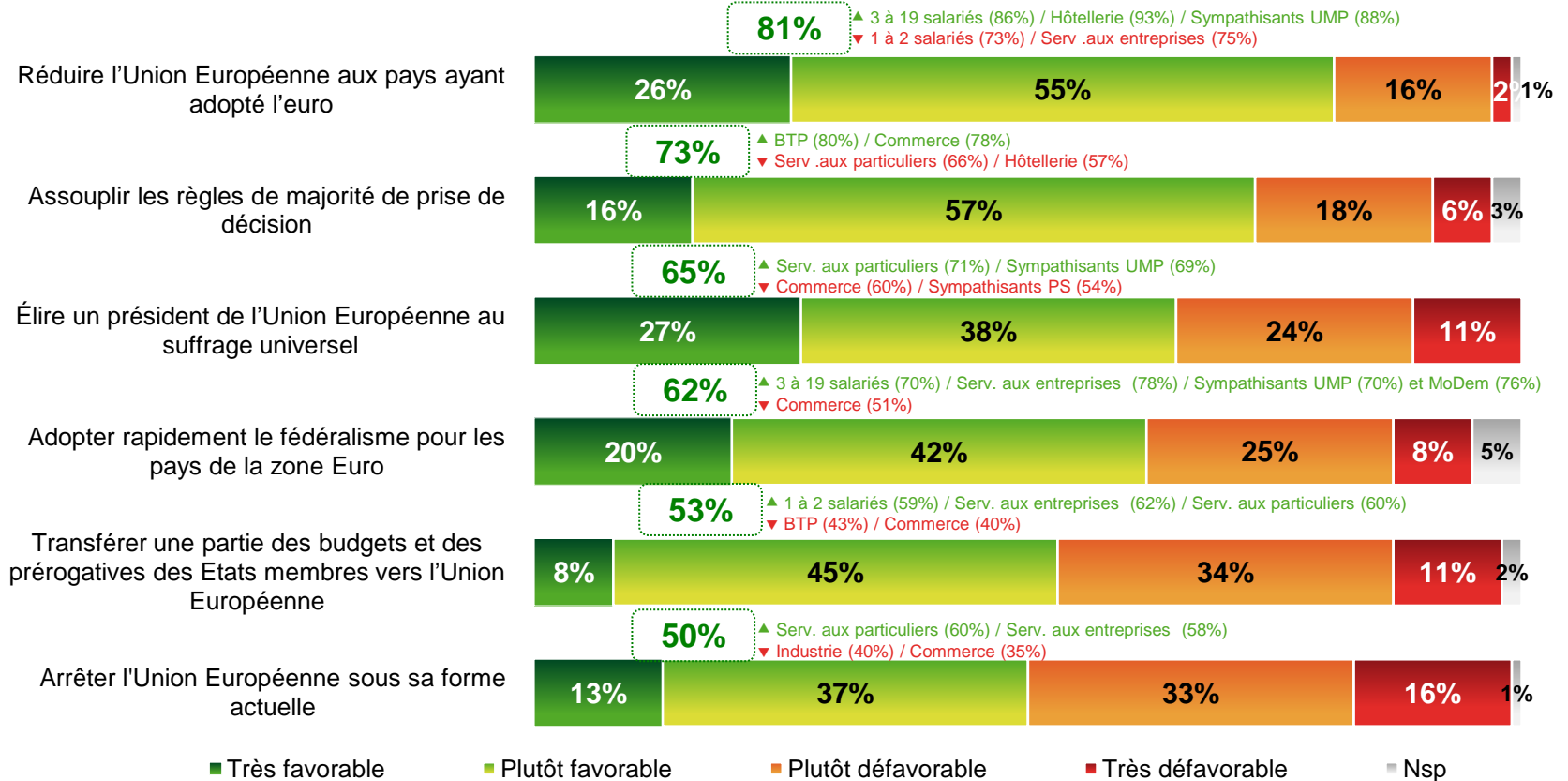
De même qu'en octobre 2011, les patrons de TPE se montrent critiques sur la gestion de la crise de la zone euro par les dirigeants européens : moins d'un tiers d'entre eux jugent que les élus ont une bonne analyse de la situation (31%) et prennent les bonnes mesures (32%, en hausse de 4 points). Ils se montrent mitigés sur la mesure des enjeux de cette crise (51%, -2 points), mais aussi sur les moyens qu'ont ces personnalités politiques de limiter la dégradation de la situation économique (52%, -2 points). 76% leur reprochent une attitude électoraliste, tandis que 83% estiment qu'ils ne disent pas toute la vérité pour éviter d'effrayer les citoyens.

Mesures relatives à l'évolution et au fonctionnement de l'Union Européenne

Question

En ce qui concerne l'avenir de l'Union Européenne, seriez-vous favorable ou défavorable aux mesures suivantes ?

Total Favorable



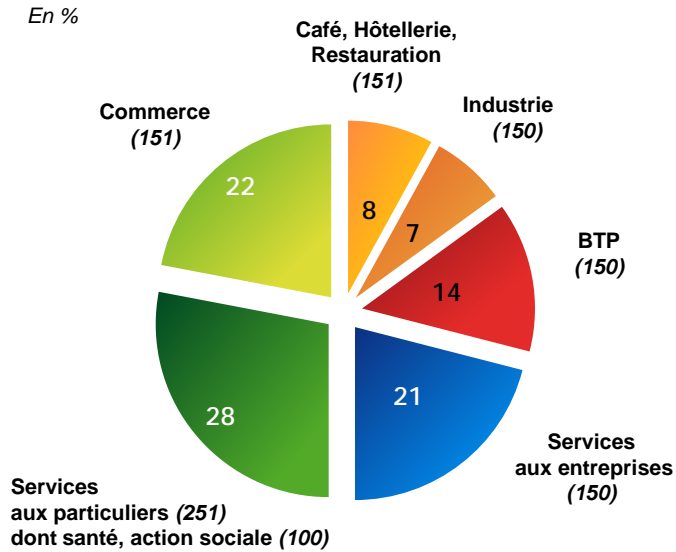
Les dirigeants adhèrent très largement à la proposition de réduire l'Union Européenne aux pays ayant adopté l'euro (81%), et expriment également un souhait très important d'assouplissement des règles de majorité de prise de décision (73%). Près des deux tiers seraient favorables à l'adoption du fédéralisme pour les pays de la zone euro (62%) et à l'élection d'un président de l'Union Européenne au suffrage universel (65%). Les avis sont plus contrastés, mais avec une approbation majoritaire en ce qui concerne le transfert d'une partie des budgets et des prérogatives des Etats membres vers l'Union Européenne. Enfin, la moitié d'entre eux souhaite l'arrêt de l'Union Européenne sous sa forme actuelle.

Base : ensemble des TPE

- Échantillon de **1003** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 9 au 19 juillet 2012.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

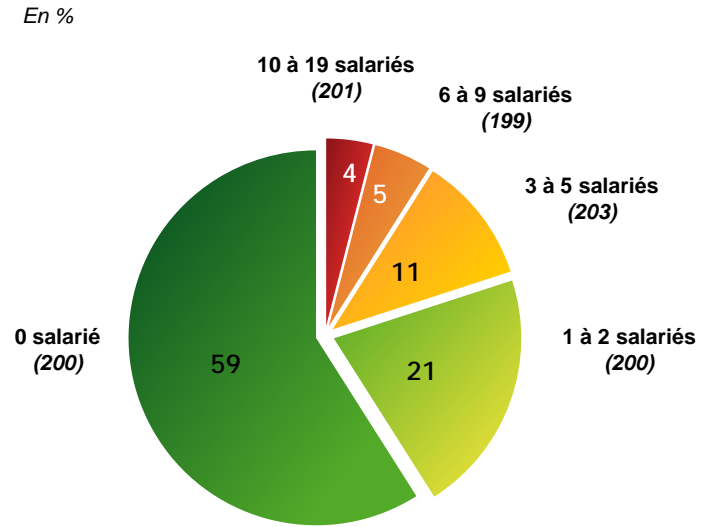
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

